

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique

MENSUELLE



SOMMAIRE

	Pages
AYMÈS (P.) <i>Recherches sur l'influence de la vie agricole dans les noms de lieux</i>	117
BATTESTI (JULIE). <i>L'organisation financière de P. Paoli</i>	130
AMBROSI-R. (AMBROISE). <i>Au lendemain de l'occupation de la Corse par les Français (Suite et fin)</i>	144
..... <i>Thérapeutique du XVIII^e siècle</i>	151
P. DE C. <i>Le personnel administratif de la Corse il y a cent ans</i>	154
..... <i>Les Corses se réjouissent de de l'occupation française</i>	156

Bibliographie et Nouvelles

AVIS

Nous informons nos abonnés que nous venons de recevoir la lettre suivante de notre imprimeur :

Langres, le 4 juillet 1938.

Monsieur le Professeur,

Depuis un an à pareille époque, malgré deux augmentations de salaires (janvier et juillet 1938), nous avons maintenu intégralement les conditions que nous vous avions remises.

Malgré toute notre bonne volonté, il ne nous est plus possible de supporter seuls cette charge. Nous regrettons sincèrement d'être dans l'obligation de vous informer que nous majorerons nos factures de 6 pour 100 à partir du 1^{er} juillet 1938.

A cela s'ajoutera l'augmentation de 0,76 pour 100 en vertu du décret-loi du 3 mai 1938.

Veuillez agréer, etc.

En conséquence, les ressources de la Revue n'étant pas indéfiniment extensibles, nous avons le regret d'informer nos abonnés que nous supprimerons le numéro des mois d'été et que la Revue ne paraîtra plus que cinq fois dans l'année. Puisse ce sacrifice, que nos abonnés voudront bien accepter afin d'assurer l'existence du périodique, être le dernier ! Mais Dieu seul connaît l'avenir et la durée de cette hausse continue autant que catastrophique !

Abonnés qui tenez à la vie de ce périodique corse, faites un abonné !

VIENT DE PARAÎTRE :

SAMPIERO CORSO

par Madame Jane Catulle-Mendès

Un volume in-8° carré de 415 pages. Prix : 25 francs.
Editions Robeyr, 12, rue Monsieur-le-Prince, Paris VI^e.
Le demander à Hachette, Paris.

DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-D., 107, Rue de Sévres, PARIS (VI^e)

COMPTES POSTAL : Paris 813.42 — TÉLÉP. Ligne 44-66

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE

Recherches sur l'influence de la vie agricole en Corse dans les noms de lieux

En Corse, l'expression « se faire fort » (*farsi forte*) signifie « prendre une pierre forte de site » (1), ce que fit Caro, l'ancêtre de Corso, qui construisit sa demeure sur le mont Noir ou monte Minerbiu (2). En décrivant le Cap Corse, Pietro Corso cite au-delà de la « marine de Lavasina » (3) un lieu dit « *Localusardo statio* » qui ne peut être que la « marine d'Erbalunga » située au sud de ce village, la « *Brandum civitas* » étant la « vallée de Brando » (4).

Ce nom de Localusardo doit s'écrire probablement Loca lu Sardo comme les noms de lieu : Bourg la Reine, Arnay le Duc, etc. Quel pourrait être le sens de Loca ? L'expression Loca lu Sardo rappelle le nom d'un petit port sarde Longosardo, autre nom de S^a Teresa di Galura, appelée aussi Porto longone (nom que l'on retrouve également dans l'île d'Elbe : Portolungone ou longone) ; c'est aussi le nom du golfe qui « pénètre profondément dans la côte » (5). En Corse, *porto* signifie un lieu de débarquement et quelquefois aussi l'anse ou le golfe (Portu vecchiu, Portu di Bonifacio, golfe de Portu) (6). Lon-

(1) Archivio storico di Corsica, 1937, 31.

(2) Ibid. 1936, 522.

(3) Bulletin de la société des sciences hist. et natur. de la Corse (B. de C.), 1884, 17-8.

Instructions nautiques : Mer Méditerranée, côtes sud de France et côtes de Corse.

(4) Ibid.

(5) Angelo Cossu : *Sardegna e Corsica*, Torino, 1932, 13 et 60 ; Portolano delle coste d'Italia ; Sardegna, 1926, 21.

(6) F. Girolami-Cortona : *Géographie générale de la Corse*, Bastia, 1914, 83. cf. Portus Lunae : golfe de la Spezzia.

gosardo aurait donc le sens de « long port (golfe) Sarde ». Cette épithète « *lungo* » se retrouve précisément dans le nom de Erba-lunga (7). Il est vraisemblable que « *loca* » puisse être pour « *longa* » ou « *lunga* » (8) ; *c*, dans cette hypothèse, noterait le phonème nasopalatal écrit ordinairement avec *n* devant une occlusive palatale (*c*, *g*) en latin (9). On aurait ainsi l'équation : *loca* = *longa-lunga* et l'expression entière serait [erba] — *loca* (*longa*) *lu Sardo*. D'où un second problème, quel est le sens de Erba ? On trouve les graphies Herba et Erba (10), mais celle d'Erba est plus fréquente. Le sens « herbe » est peu vraisemblable parce que ce village placé « sur une langue de terre » est une « roche... absolument nue » ; il n'y a pas de pâturage (11). Un fait dialectal cismontique caractéristique est le passage de *ar* à *er*, ex. *ercarotta* pour *arcarotta*, *Ernosu* pour *Arenoso*, *Ersa* pour *Arsia* (12) etc., un deuxième fait est la mutation de *l* en *r*, en position faible, ex. *a uorta* pour *volta* (voûte) et c'est pourquoi dans la comptabilité de la ville de Bonifacio (XVI^e s.) on lit « *carsina* » pour « *calcina* ». Si l'on tient compte de ces deux faits, Erba pourrait être pour Arba et finalement Alba, où l'on retrouve le nom illustre d'Albalunga, fondée par Ascagne, fils d'Enée, dont Corso était le compagnon (13).

Le Cap Corse est « partagé en deux dans le sens de

(7) Hameau de Brando, cant. Brando, arr. Bastia.

(8) *Bono-bruno* sont les formes corses de *buono*.

(9) Ex : *angulus* que le poète Accius (170) proposait d'orthographier *aggulus*.

(10) Petrus Cirneus : *De rebus corsicis*, (B. de C.) 1884, 17-8 ; Gjustiniano : *Dialogo*, in Anton Pietro Filippini : *Istoria di Corsica* ; Pisa, I, 10.

(11) C'est pourquoi Mgr Rodié : *Petit Dict. des noms de lieux corses*, propose « longues herbes marines » mais les cartes marines indiquent la présence de roches comme fonds. Le sens « herbe » surprend aussi Tencajoli : *Erbalunga in Corsica antica e moderna*, 1932, 39.

(12) Filippini : I, 12 ; *Archives départementales* (A. D.), série C, Fonds Civile Governatore, n° 108, 1585 ; 285, 15 déc. 1626.

(13) Virgile : *En.* VIII, 48 ; *Arch. st.* 1936, 522.

sa longueur par une montagne qui se prolonge du nord au midi. Les gens du pays l'appellent la Serra. C'est comme une chaîne dont la cime partage les eaux qui vont se jeter dans la mer, les unes à l'est, les autres à l'ouest » (14).

Ainsi, si une partie du Cap Sacré s'appelait, semble-t-il, le pays noir (15), l'autre aurait été le pays blanc : Capobianco au nord de Centuri et du Mont Noir (Minerbiu) devint l'appellation officielle du canton de Capu Biancu (chef lieu Roglianu) sous la Révolution de 1789 (16); sur la côte est se trouvait « Albalunga » (aujourd'hui Erbalunga) vis-à-vis de Pierre noire » (Pietra nera) (17) que séparait le ruisseau au nom caractéristique de Lavasina (*vicina*) (18).

« Erbalunga se trouvait sur la côte et était défendu par une tour; c'était, avec le Castellu, les deux villages les plus renommés parce qu'ils étaient la résidence des seigneurs (19) et qu'Erbalunga était « le premier port de Corse par la facilité qu'il y avait de trouver des navires de nolis (20) ».

Arrigo de Cinarca vécut en exil en Sardaigne, près du « Juge de Gallura »; il eut un fils appelé Idiot'aiuti (Dieu t'aide) ou le « Corse », plus tard surnommé le « Sarde » (Sardo) (21). La liaison s'établit donc entre la Sardaigne et Lungosardo de Gallura que fréquentaient les navires d'Erbalunga (22) et les Cinarchesi (23). La

(14) Filippini : I, 10-11.

(15) Arch. st. 1936, 522.

(16) Roglianu disputait à Morsiglia la propriété d'un lieu dit, *ara di lupo*, ou *vallone* (A. D. C. 443, 1663, 17 sept. V. Rev. de la C. 1937, 254 et 1938, 14).

(17) Hameau de San Martinu di Lota, arr. Bastia.

(18) V. la division du Cap Corse in Filippini : II, 142-3.

(19) Ibid I, 79.

(20) Tencajoli, 40.

(21) *Chronica di Giovanni della Grossa*, in B. de C. 1910, 117 ; Filippini : II, 95.

(22) Tencajoli, 40.

(23) Arch. st. 1937, 29 et n. 9 ; B. de C. 1910, 216.

tradition raconte qu'Arrigo avait épousé la « *Sorella carnale* » du Juge de Gallura, une « veuve » du nom de Franciescha (24) ; on racontait ainsi que la « belle veuve blanche (bianca) du « génois Luciano de' Franchi » avait épousé le « Juge noir » (25). Bianca était le nom de la fille de Arrigo « Colonna (26) dit Bel Messer, blanc... de figure et de peau (27) », celui qui fut tué par « Sar-do » (28).

Les relations entre la Sardaigne et la Corse furent fréquentes. « C'est ordinairement en Sardaigne que se retirent les Corses contumaces... « Dès qu'ils ont abordé dans cette île, leur personne est en sûreté... on leur donne un asyle respecté de chacun (29) ». C'est en Sardaigne que passent en qualité de « bandits ou *balari* (exilés) » les Cinarchesi et les Rollandinacci avec toute leur maison (*casata*) (30) et réciproquement : Piobetta en revint avec deux chevaux (31) ainsi que les Cinarchesi (32). Giudice (le Juge) avait épousé la fille de Ladro Biancolaccio » mort en Sardaigne en relégation (*in confine*) » d'où il avait fait venir ses neveux (33). Filippini donne pour ses ancêtres quatre frères exilés de la Sardaigne, leur patrie, et qui vinrent en Corse, dans le village de Vescovatu (*terra di Vescovatu*) (34). C'est une très vieille coutume qui remonte au passage en Sardaigne d'une

(24) B. de C. 1910, 117.

(25) Filippini : I, 125-6 ; Arch. st. 1937, 29 n. 9 ; 1936, 522 ; Rev. de la C. 1938, 6 et 14 sur le rapport entre *Lucu* et *Luciano*.

(26) Rev. de la C. 1938, 107-8.

(27) B. de C. 1910, 65-6, 68 ; Arch. st. 1937, 28 n. 8.

(28) Si le père fut tué par le fils, v. le fils tué par le père in Filippini : II, 68.

(29) Cr. Feydel : *Mœurs et coutumes des Corses*, Paris, an VII, 103.

(30) Filippini : II, 66, 81, 182, 225, 232-3, 380, 301 ; III, 104, 109, 132-3.

(31) Arch. storico : 1937, 50 n. 120.

(32) Filippini : II, 93 ;

Sur les Sardi, Cf. Jean Marc Salvadori : *L'âme corse*, Avignon, I, 60.

(33) Filippini : II, 126-7.

(34) Filippini : I, 112-3.

partie de la population (35). Quelle pouvait en être la raison ?

Un conte parle des douze frères qui arrivèrent à Bonifacio où, trouvant une barque amarrée, ils s'en emparèrent pour se rendre en Sardaigne où, croyaient-ils, la famine était moins grande (36). Ce conte se relie à la légende de Bonifacio : ses habitants, au cours d'un siège, ayant souffert de la famine, les femmes nourrirent les hommes de leur lait, dont elles firent même du fromage (*caseus recens ex mulierum lacte coagulatus*) (37). En 1503, « les Niolins, dont on connaissait le dévouement pour les « Cinarchesi », par ordre de Gênes » durent aller habiter ailleurs que dans le Niolu pour les punir de leur insolence » ; il y en eut qui se fixèrent en Sardaigne » d'où ils retournèrent en 1540 (38). En 1508 « la disette fut si grande... que plusieurs personnes moururent de faim et qu'on évalua à quatre mille les familles qui furent obligées de quitter l'île (39). Vers 1453, « les récoltes avaient complètement fait défaut... la famine obligea plus du tiers de leurs gens à quitter le *territorio cinarchese* (40). Il est manifeste qu'il existait une « tradition cinarchese » où l'on parlait de « famine ». Quel peut être le sens de ce nom « Cinarca » ? Cinarca a comme radical « *arca* » qui signifie dolmen et tombe en Corse ; cette association d'idées est normale puisque le dolmen est une tombe collective (41) ; *arca* est le nom de

(35) Pausanias, X, 17 ; préface du fragment de cartulaire de St-Florent ; paragr. *linguistique*.

(36) Ortolì : *Contes*, 31, 118, 155, 287, 292.

(37) Petrus Cirneus : 147-8, 162-4.

(38) Filippini : III, 160-2 ; *Annales de Banchemo* in B. de C. 1887, 85. Leurs maisons furent détruites et les arbres coupés. A leur retour, il leur fut ordonné de construire leurs maisons très basses. Sur la maison en Corse cf. P. Méjean in *Rev. de Géographie alpine*, 1932, 655 ; Mlle J. Battesti : *Un village Corse de l'intérieur* : Azzana in *L'Information géographique*, 1938, 80 ; R. Benson : *Sketches of Corsica*, London, 1825, 15, 18, 37-8, 41.

(39) Filippini : III, 197.

(40) Ibid II, 340 ; V, 397.

(41) Cîn serait-il apparenté au latin *co* (n-m) qui a une acception collective ?

la tombe commune dans laquelle se font inhumer les habitants d'un village (42). Les Cinarchesi sont donc les copropriétaires d'une tombe commune, phénomène général dans la société méditerranéenne au stade de l'organisation clanale (*gens*). Près d'Erbalunga, vers le nord, se trouve un sanctuaire célèbre, celui de Sainte-Catherine de Siscu dont Filippini a donné une très curieuse description : « à quinze pieds environ en avant de l'autel, [les gens du pays] ouvrirent dans le pavé deux entrées, l'une à droite, l'autre à gauche ; elles sont éloignées l'une de l'autre de quinze pieds également et forment avec l'autel un triangle (43). On entre par l'une d'elles et l'on descend un escalier droit composé de quatorze marches ; on passe sous le pavé de l'église et l'on arrive à un petit autel placé au-dessous de l'autre et éclairé par une petite lucarne. On continue à marcher en décrivant un demi-cercle et l'on remonte par l'autre escalier (44). Chaque entrée a sa porte munie d'une serrure (45). Les gens du pays appellent cette crypte obscure *i Tomboli* de Ste-Catherine, je ne sais pourquoi, à moins que ce nom ne lui vienne de la ressemblance qu'elle a avec un tombeau (46). S. Vitali nous dit que « dans les *Tomboli* de Ste-Catherine... il y avait le cimetière ou catacombe des martyrs (47). Ces « *tomboli* » seraient-

(42) Rapport du sous-préfet de Sartène, 7 juillet 1912, S. Andrea di Tallanu A. D. série Q.

(43) Farinole, qui avait un bois sacré dit le sanctuaire où l'on prélevait les « mai », avait un lieu dit « *Li Stantelli* » (A. D. C. 516, « févr. 1689 ; *Arch. delle tradizioni popolari : note sull'Agriata e l'albero in Corsica* cf. la localité « *Le Tre Sovere* ou *Suere*, (*Rev. de la C.* 1938, 8 n. 59) était appelée aussi *Sa Giulia* (A. D. C. 582, 1760), Cf. la famille *delle Suvere* dans le Cap Corse (des 3 sœurs ?).

(44) « Le passage est assez large pour une personne, je ne sais si cette particularité a quelque signification mystique ».

(45) Sur la serrure. Cf. *Rev. de la C.* 1937, 262 n. 46 ; 1938, 10 n. 68 ; 15 n. 91 ; et la remise des clefs au « Juge (Giudice) » in *B de C.* 1888, 173-4.

(46) Filippini : IV, 322-8 « on visite cette crypte avec beaucoup de respect et de dévotion ».

(47) *Cronica sacra o santuario di Corsica*, 199 ; en Corse *tumba* signifie tuer.

ils la « cinarca » ou tombe collective des Cinarchesi, des « *Goglermo martire* » ou « *Sacraficato* » ? (48) dont le souvenir, beaucoup plus tard, aurait été confondu avec celui des martyrs chrétiens, mais qui, au temps de la pénétration du christianisme dans l'île, aurait amené l'Eglise à bâtir une église sur un antique sanctuaire païen (49) ?

Il semble qu'un certain nombre de traditions corses aient eu pour centre « Erbalunga-Albalunga », « village très défendable avec une belle forteresse (50) ». Le caractère archaïque de ces traditions mérite qu'on étudie celles qui concernent la maison.

Giudice, vainqueur des « Genovesi », les poursuivit jusqu'à « *Teggia* (ou *Tegia*) *scoperta* » (51). En Corse, *teggia* (prononc. *tèdhia*) désigne une « tuile » (52) mais aussi une « pierre plate » (53). Pietro Corso nous apprend comment les ennemis attaquèrent la maison de Ludovico dal Luco (54) : « on investit sa maison par une nuit épaisse ; les uns montèrent sur le toit et se mirent à descendre

(48) *B. de C.* 1910, 130 ; Filippini : I, 181.

(49) *Ortoli* : Contes, 352, la « fosse commune » située dans une « *capella* » p. 354 et son rapport avec la grotte aux trésors ; in J. M. Salvadori : *L'âme Corse*, II, p. 8, la fameuse ville d'*Arca* avec « une caverne profonde où est aménagé un autel ». Près d'Erbalunga se trouve la grotte de Brando découverte en 1841, mais la tradition populaire en connaissait l'existence comme « lieu dit la grotte de Brando » (A. D. C. 108, 14 juin 1585) et prétendait qu'il existait pour les moines un passage souterrain qui la reliait au couvent de Ste Catherine. (*La Jeune Corse*, dimanche 24 avril 1932) ; on prétendait de même que la grotte de Pietrabella communiquait avec Calvi (sans doute aussi le sanctuaire de Ste Restituta à Calenzana) ; ceci est très curieux car Calvi a des lis dans ses armoiries et le conte de Salvadori concerne la légende de Fiordalice (fleur de lis) et de Félix (cf. le *felix sanum*) grâce à qui « il naquit beaucoup de lis dans la vallée ».

(50) Filippini : III, 39 et *B. de C.* 1884, 303-4.

(51) Petrus Cirneus : *B. de C.* 1884, 105-6.

(52) A. D. C. 212, 11 sept. 1610.

(53) V. le nom « *pietrapiana* » d'une forêt au S. O. de Poggiu di Nazza.

(54) *Rev. de la C.* 1938, 6 et 14.

par la cheminée (*per fumarium*) (55). Un acte cite le lieu dit : *Tetto di pietralba* » (56). La *tegia* paraît donc être une pierre plate qui recouvre le toit de la maison ; c'est après l'avoir ôtée que les hommes ont pu descendre « *per fumarium* ». Ce passage indiquerait donc que la *tegia* était la pierre plate, blanche par dehors et noire par dedans (cf. *ianua* et *ianus*), destinée à protéger le « *fucone* » et dont l'ouverture (la pierre une fois enlevée), correspondait à l'« *atrium* » de la maison romaine, c'est-à-dire d'une maison de plan carré ou rectangulaire comme la « *tegula-tegia* ». Cette couverture en pierre plate serait-elle celle d'une « *arca-dolmen* » ou « *staz-zona* », c'est-à-dire d'une « (*casa*) *lunga* » ? (57). Les Ortalesi, attaqués par les Chiatresi, postèrent quelques parents sur le toit de leur maison afin d'éviter la surprise survenue à Ludovico dal Luco. (58). Le récit de ce siège est très intéressant : la « *domus* » est qualifiée de « *arx* » (cf. *arca*?) et le lieu de « *castris* » (cf. *castro*, nom du château de Caro « *arcem sive castrum Cinerche* en 1453, in B. de C. 1883, Convention avec l'Office de S. Geor-

(55) B. de C. 1884, 281-2. Une anecdote raconte comment un homme fut poignardé ; « son adversaire la porta dans son grenier et le mit dans le conduit de la cheminée en travers sur des bâtons, il était d'autant mieux caché ainsi que dans la plupart des cantons de l'isle, les cheminées dont l'âtre est pour l'ordinaire au milieu de la chambre, ont des tuyaux dévoyés dans les greniers pour y conduire la fumée qui sert à dessécher les châtaignes qu'ils y mettent sur des clayes. Mais au bout de quelques jours, comme l'assassin allumait sa pipe à son feu, soit que les perches sur lesquelles était le corps mort étant desséchées se rompissent, soit que ce corps desséché lui-même ne fût plus dans la même situation ou soit, si l'on veut, par un juste châtement de Dieu, il tomba du haut de la cheminée sur le fumeur et le tua par son poids » *Histoire de l'isle de Corse*, Nancy, 1768, 151-3.

(56) A. D. C. 1^{er} déc. 1607 ; V. in J. B. Marcaggi : *Lamenti, voceri...* Ajaccio, 1926, 296-7 « *Vada in fume casa e tettu* ».

(57) Nom de famille très répandu en Corse.

(58) B. de C. 1884, 331-2 ; V. la piève de Castellu qui avait pour village principal Luco où il y avait une famille de caporaux, aujourd'hui Lugu de Nazza (B. de C. 1888, 33) et ci-dessus « *ara di tucu* » à Roglianu et au S. E. du Mont Minerbiu le col Pinzu a Vergine (l'itinéraire d'Antonin signale près de Savone un Lugo (ou *vico*) *Virginis*).

ges, 17). A côté se trouve un « jardin » (*hortus, ortu, giardinu*) » entouré de tous côtés et fortifié d'un mur en pierres sèches et d'une palissade en planches » (cf. le « *chiostru* de Cinarca », B. de C. 1910, 313); les Ortalesi » en chevauchant (59) dans le jardin exhortaient les leurs ». Ce « *castro* » rappellerait-il le camp romain au plan géométrique dérivé du Terramare (— 16 à 1400), ainsi que celui de la *Roma quadrata* issue d'Albe la longue (60)? Le « *castro* » de Compoloru avait une palissade haute de 10 pieds avec un fossé large de 18 (61). Delle Treccie avait son camp fortifié d'un fossé (*fossa*) (62) et d'une « palissade *vallo* » et son armée était formée en « *exercitu quadrato* (63). Ainsi s'expliqueraient le nom de lieu dit « *campo quadrato* » (64).

(59) Le Bandit ou chef berger est un « dieu cavalier » monté sur un cheval de petite taille, de moins d'un mètre : (Communication au congrès des Sociétés savantes de Nice, mardi 19 avril. Le problème du cheval en Corse, in *Journal Officiel*. Lois et décrets, 22 avril 1938, 4.663. Les chevaux sont souvent parqués dans les *circoli* (endroits cultivés et fermés, A. D. C. 425, 5 avril 1958).

(60) Georges Poisson : *Les Aryens*. Paris, 1934, 197 et suiv.

(61) B. de C. 1884, 169-70.

(62) D'où l'intérêt des noms de lieu d'enclos en Fossa : ex. Fossa di Melu (A. D. C. 513, 14 juin 1688), Fossa di cava, nom d'un bois de chênes (A. D. C. 350, 21 juin 1639) ; V. Ortofes-sanu, demeure du Savio d'Ascu (B. de C. 1888, 136 ; J. M. Salvadori : II, 47 et suiv. ; *Rev. de Géogr. alpine*, 1932, 660 ; Arch. st. 1937, 210 n. 225). Il y aurait grand intérêt à étudier leur flore ainsi que celle des terrains à monuments mégalithiques ; le docteur F. Gidon, de l'université de Caen, a montré, ainsi que d'autres érudits, que l'homme, être de la steppe, a vécu du ramassage d'aliments produits sans culture et qu'une moisson de céréales est une steppe graminéenne artificielle ; les espèces caractéristiques des anciennes pelouses xérophermiques, incapables de conquérir aucun point nouveau en climat humide actuel et de survivre à un envahissement forestier même éphémère, permettent de déterminer les friches primitives (surfaces qui ne furent jamais boisées) et les terres arables primitives (c'est-à-dire dont la mise en culture remonte à l'époque néolithique) [v. bibliogr. in Alexandre Bessmertny : *L'Atlantide*, Paris, 1935, 204 et suiv. et en particulier 205 n. 2, 208 n. 1]. Ceci est à rapprocher aussi de la légende de la Fée d'Ortolu (jardinet), protectrice de la maison Ortoli ; cette légende se rattache au dolmen de Fontanaccia et au comte Giulio (Falcucci : *Vocabulario*... 1915, art. *Ortolu*).

(63) B. de C. 1884, 237-8.

(64) A. D. C. 141, 13 sept. 1596.

qui était une « *macchia o bosco* », voisin d'un autre lieu dit Ortale et l'obligation pour les jardins d'être clos (65). Cependant la tradition avait souvenance que le village n'avait pas toujours connu le système fortifié. Celui de Matra « n'était pas défendu par des murs », l'étant assez par sa position sur une roche » (66). Ces « châteaux ou villages » en effet sont généralement construits sur des sommets : Ugo Colonna avait son « palagio in Vena-cho », (67) en un lieu dit le Poggiu (68). Ce camp se trouvait au lieu dit « la Piève vecchia in Venacu (69) où habitait le comte Bianco (70). Guglielmo Cortinco avait le sien à Mutari (71), sur le mont Mutari d'Alisciani (72) correspondant sans doute aux « *roccie di Muteri* » (1245 mètres) près du col de Portellu (73). A Mutari, il y avait un lieu dit « *Campu della vecchia* » (74) et, au dessus de Zuani (Giovanni) village de la piève de Serra (75), il y avait « une certaine prairie... dite le champ de la vieille *campu alla vecchia* (76), non loin de Matra (77) qui se trouvait alors désert ; mais les vivres étaient abondants parce que c'était la saison de l'année où le blé était déjà transporté des aires dans les greniers » (78) : « C'est un

(65) Ibid. 129, 29 avril 1591.

(66) B. de C. 1884, 273-4 ; V. le château « *Le Rocche* » in Filippini : II, 239.

(67) C'est-à-dire probablement chez les Venacini, les plus nordiques des Corses, selon Ptolémée.

(68) Filippini : II, 30, 39.

(69) Ibid. 29.

(70) Ibid. 39.

(71) Ibid. 146.

(72) Ibid. 156.

(73) F. Girolami-Cortona, 304.

(74) Filippini : V. 307.

(75) Ibid. I, 54.

(76) Ibid. III, 81.

(77) Ibid. I, 54 ; « *campu della donna* » était un lieu-dit planté de vignes, A. D. C. 168, 18 avril 1601.

(78) B. de C. 1884, 271-2. La « bataille » contre les Ortalese eut lieu le 15 juillet (fête d'Arrigo, en rapport avec Arigo Colonna, c'est-à-dire le « roi Colonne » ? la « bataille » eut lieu à Cotone, c'est-à-dire la « grande pierre »). A Matra, la scène se passe en septembre, après la moisson, donc au moment des semailles où les villages sont déserts (A. D. C. 231, 1616). Ce

village très fort non grâce à des murailles mais par la nature du lieu ; il gît sur la pointe d'une roche d'où peu de monde peut repousser des forces très supérieures. Seulement vers le nord s'ouvre un sentier tant soit peu plat » (79). Cette tradition dérive donc d'une époque correspondant à l'agriculture.

La maison possédait un « jardin » (*hortus, ortu*). Ceci nous explique le nom de piève : Ortu qui renfermait Biguglia (B. de C. 1888, 50) ou celui de la famille : Ortalelli, les « jardiniers » ainsi que celui des seigneurs de Favalellu, dérivé de « *fava* — la fève » (80). La fève et

n'est donc pas le hasard qui fait placer à la tradition la scène du « viol des deux vierges » précisément à Matra (B. de C. 1884, 273-4 ; V aussi 1888, 267). C'étaient les « deux filles » d'« une pauvre femme » « *unam mulierem pauperam* » qui « seules » habitaient Matra. Cette « *mulierem* » n'est donc que « *a vecchia Matra* ou Matre (B. de C. 1910, 95 ; 1888, 140) de qui descendaient les Matrinchi (le *matriarcat*), possesseurs de Seramanu (Rev. de la C. 1938, 13 n. 82) ; ou l'aïeule, la [Matra] Casta de Nebbiu, femme du « *Vecchiu Salvatore* ». Quant aux « *duabus filiabus* » dont l'une meurt, elles sont assurément le pendant des jumeaux dont l'ainé meurt (Rev. de la C. 1938, 9 ; corriger l'erreur d'impression : *enceinte* au lieu de *auprès*). Il se pourrait que ce soit là l'origine de la coutume de l'*attacà* considérée comme infamante. (J. Busquet : *Le droit de la vendetta et les paci corses*, Paris. 1920, 355 ; *Mémoires d'un officier du régiment de Picardie* in B. de C. 1889, 221) ; V. le « *vituperiu* » des femmes d'Orso après sa mort par Piobetta.

(79) B. de C. 1884, 273-4, c'est le camp de la vieille (Déméter ; on a recueilli en Corse un chant agricole de la vieille, Doc. de la commission des recherches collectives), l'épouse du Juge noir, incarnation de la terre, assimilé à Saturne (Arch. St. 1937, 30 n. 14, 40 n. 68). En Sicile, on appelait « Saturniens » les lieux élevés sur lesquels s'élevaient des forteresses confiées à des gardes (Diodore de Sicile, III, 60). Cf. Mutari et la colline de « Mutola », voisine de Ville di Parasu où furent trouvés des restes préhist. (B. de C. 1921, 40 ; A. Ambrosi-R. : *Notes archéol.* et le château « Li Moti » construit par Giovanni, fils d'Angelo in Filippini : II, 521 ; les découvertes faites à Castelvecchio di San Giovanni di Moriani, B. de C. 1921, 42, et les découvertes de jarres en terre cuite contenant des cendres in Girolami-Cortona 253-4.

(80) Filippini : II, 76 ; Mgr. Rodié : *Petit dict.* des noms de lieux corses. « La vente des produits du jardinage se fait par des femmes connues sous la dénomination de *venderole*... le choix de la *venderola* appartient au propriétaire ». « Toutes les fois que le jardinier se rend au marché pour y vendre des fruits, herbages ou légumes, il est obligé d'en apporter une portion au propriétaire. C'est ce qu'on appelle la *sporta* ». (Louis Nyer : Recueil des usages locaux du canton d'Ajaccio, 1858, 10 ; *rivendarola* : regrattière).

l'oignon (81) en étaient les principales cultures ainsi que le blé sans doute comme l'indique l'histoire du château de Cinarca dont les murs laissèrent s'échapper du blé en s'écroulant (82). L'approvisionnement en eau était donc indispensable. « Veru est une roche de hauteur démesurée, très abrupte... au sommet il y a une source » (83); si non on construisait une citerne (84). Ainsi s'expliquent les noms de ces « enclos » (*chiosu*) dits « à la fontaine (85) », « du cil » (86), ou de ces noms de fontaines dites « l'*ortellu* » (87). L'eau était amenée par des conduites appelées « *piova* » faites en bois de peuplier pour l'amener jusqu'au moulin (88). De là dérive la coutume par laquelle « les femmes mariées et les jeunes filles vont à la fontaine... on peut les voir, le vase sur la tête, la longe passée au bras lorsqu'elles ont un cheval à con-

(81) V. les noms de personnes : *cepolina*, *cepollina*, *ceporina* (A. D. C. 338, 14 sept. 1635 ; 341, 13 janv. 1635).

(82) B. de C. 1884, 243-4. Le grenier se trouvait au nord. Néanmoins l'extension de la culture et de l'usage du blé a dû être tardive : en temps de disette l'habitant vivait de « millet ». Cette dernière denrée se conserve aussi longtemps que l'on veut sans être sujette à aucun inconvénient [d'où le stock de 300 mines de millet qui doit être gardé en permanence à Bonifacio, B. de C. 1882, 310 n. 337, *statuts de Bonifacio*, ou au *castellu* (citadelle) d'Ajaccio, A. D. C. 679, 23 février 1717] ; elle produit « communément cent pour un lorsque l'année est propre à cette semence qui ne se fait que vers la fin de mai ou pendant le mois de juin, quelquefois même au commencement de juillet. On fait une consommation considérable de cette graine dans différentes parties de l'île. « En cas de récolte déficitaire, les habitants en faisaient du pain à raison d'1/3 de seigle et 2/3 de mil, ou à défaut de céréales, un pain d'orge [on cultivait de l'orge à Ajaccio, au lieu dit (aujourd'hui place) Diamante, au-dessous du mur d'enceinte. A. D. C. 721, 1723, 2 juin] ou de chataignes. *Hist. de l'isle de C.* 211-2 ; Dr A. Maurizio : *Hist. de l'alimentation végétale*, 292 et suiv.

(83) B. de C. 1884, 295-6.

(84) Ibid. 349-52 ; cf. le trou pour percer la citerne in B. de C. 1884, 351-2, scène qui se passe à Erbalunga. V. aussi la « *veduta* » (assemblée) tenue à Acqua di pietra en Casinca (B. de C. 1888, 438) et la « *pietra chiavata* » (pierre fermée à clef) qui renferme des trésors (Ortoli, *op. cit.* 8 et suiv.).

(85) A. D. C. 124, 22 janv. 1590.

(86) *del ciglio*, Ibid. 265, 12 juillet 1623 ; cf. *Arch. st.* 1937, 214 n° 248.

(87) Ibid. 876, 15 juillet 1755.

(88) Ibid. 82, 16 mai 1597 (*Arch. st.* 1937, 213) ; 415, 11 juin 1655.

duire (89), marcher en filant du lin : arrivées à la fontaine, elles font boire leur cheval et remplissent leur vase ; puis elles reprennent le même chemin et s'en vont, l'eau sur la tête (90), la longe toujours au bras, en tournant le fuseau » (91). C'est en allant chercher de l'eau avec un seau sur la tête que Cara fut l'objet d'une tentative de violence par un homme du château (*manum in-jecit ; attacà?*) (92).

AYMÈS.



(89) Cf. ci-dessus n° 59.

(90) *Arch. st.* 1937, 50 n° 118.

(91) B. de C. 1884, 57-8 et *Arch. st.* 1937, 36.

(92) Cf. ci-dessus n° 78. La scène peut se passer à Erbalunga (Brando) comme le révèle l'anecdote des hommes du château : « Pourquoi, disent les soldats, n'envoyez-vous pas au château vos femmes pour nous porter de l'eau comme elles font pour vous-mêmes ». (B. de C. 1884, 261-2).

Le généralat de Pascal Paoli

L'ORGANISATION FINANCIERE

Paoli, voulant faire de la Corse un état bien organisé, devait naturellement penser à lui donner des revenus fixes et à établir une administration financière.

L'organisation financière qu'il trouve à son arrivée est rudimentaire ; les chefs corses avaient longtemps vécu d'expédients (tels que confiscation des biens), et lorsqu'ils établirent un impôt il fut uniquement destiné à la solde de l'armée.

Paoli peu à peu réorganise les Finances, garde l'impôt direct établi par ses prédécesseurs, remet en vigueur la perception des impôts indirects, mais les besoins d'argent sont tellement grands que, comme les Gouvernements qui l'avaient précédé, il doit faire appel pour une large part aux revenus extraordinaires ; enfin il ébauche une administration financière.

L'impôt direct

Le premier impôt direct, depuis la révolte, avait été établi par le Général Gaffori en 1751 pour l'entretien des forteresses, la Consulte de Corté de décembre 1753 le porte à 2 lire (il était de 26 sous) par feu pour entretenir une armée régulière. Cet impôt subsiste en principe à l'arrivée de Paoli mais en fait il rapporte très peu ; les chefs sont obligés à de véritables expéditions pour le percevoir.

Paoli, élu Général, cesse d'exiger l'impôt et celui-ci n'est rétabli que par le Congrès d'Orezza en mars 1756. Ainsi de juillet 1755 à mars 1756 Paoli s'est contenté d'expédients, confiscation des décimes des évêques (juillet 1755) et confiscation des biens des traitres, des Gé-

nois, etc... Mais nous savons que c'est surtout à ce moment là que se pose la question des secours étrangers et que Paoli est accusé de recevoir des subsides de l'Angleterre.

Enfin le Congès d'Orezza du 3 mars 1756 établit un impôt de 20 sous par feu à percevoir tout de suite, en attendant que la prochaine Consulte « établisse des règlements fixes pour les impôts ».

En effet la Consulte d'août 1756 fixe le taux de l'impôt de 2 *lire* par feu, 1 *lira* par demi-feu.

1°) *La base de l'impôt.* — Cet impôt repose sur l'unité territoriale du feu. Un feu correspond à 5 personnes environ, Paoli dans une lettre dit « il faut compter 5 âmes par feu » (1). Un demi-feu correspond à 2 ou 3 personnes, selon le cas. On peut déterminer ce qu'était le demi-feu par les recensements que nous possédons. Il semble que soient seulement classées dans cette catégorie les veuves, car les listes de un demi-feu ne nous donnent que des noms de femmes, et, au temps des Génois, existait la demi-taille que payaient seulement les veuves. Un demi-feu est donc probablement formé par une veuve et ses enfants mineurs (2). Dans chaque paroisse le curé et les Pères du Commun dressent la liste des feux et demi-feux après avoir prêté serment de se conformer strictement à la vérité. Cette liste est ensuite envoyée au Gouvernement suprême.

2°) *Les exemptés.* — Il y a seulement deux catégories d'exemptés.

1°) Le clergé : il possède en principe le privilège de

(1) Lettre de Paoli à Rivarola, 30 juillet 1764, dans *Lettres de Paoli*. Série II, p. 691.

D'après les recensements de 1763 il y a 4 à 5 âmes par feu. Voici quelques exemples : paroisse de Canale : 43 feux, 182 âmes. Paroisse de Verde : 22 feux, 96 âmes.

(2) Pour les demi-feux : à Canale : 16 demi-feux ; 33 âmes. A Verde : 6 demi-feux : 9 âmes. Il n'y a jamais d'aptes aux armes dans les demi-feux.

ne payer aucun impôt direct ; en fait nous verrons qu'il sera plusieurs fois taxé.

2°) La consulte de 1762 décide que les fils des soldats morts pour la patrie seront exemptés de l'impôt pendant 10 ans.

Ainsi la plus grande partie de la population est soumise à l'impôt (que l'on appelle « la taxe de 2 *lire* »). Le principe de répartition en est démocratique mais il n'est pas assez souple ; en effet chaque feu paye la même contribution, et les habitants ne sont donc pas taxés en proportion de leurs revenus.

3°) *Perception de la taxe.* — Elle se fait par les soins du Gouvernement ; elle a lieu à deux époques de l'année : en juillet et à Noël.

La perception est assez mal organisée ; il existe plusieurs fonctionnaires des Finances, dont les pouvoirs respectifs sont mal déterminés ; en outre les podestats sont souvent chargés de la perception.

Au début le Gouvernement envoie dans chaque province des députés à qui les podestats remettent l'argent de la taxe qu'ils ont eux-mêmes levée. Ces députés apportent chacun l'argent au Gouvernement. En 1758 on crée les Surintendants des finances. Ce sont eux désormais qui sont chargés de percevoir la taxe eux-mêmes ou de la faire percevoir par leurs délégués dans tout le Royaume et de remettre l'argent au Gouvernement. Puis en 1762 on crée pour chaque piève un sous-intendant des Finances qui est désormais chargé de la perception et remet l'argent aux Surintendants et ceux-ci au Gouvernement. Mais de temps en temps on voit le Gouvernement envoyer directement un délégué et ordonner aux podestats de recueillir la taxe et de la lui remettre.

Ainsi l'organisation est encore assez incohérente.

La taxe de 2 *lire* par feu est le seul impôt direct,

son taux ne change jamais durant toute la période ; il est loin de suffire aux besoins de l'Etat.

Les impôts indirects

Ils étaient la plus grosse source de revenus au temps des Génois (3), mais depuis la révolte, leur perception avait été négligée. Paoli les rétablit presque tous.

1° *Les droits commerciaux.* — Ce sont des droits perçus sur le commerce de certaines marchandises à l'intérieur du Royaume, notamment le bois et le fer. En 1756 ils sont déjà perçus. Ces droits ayant existé sous les Génois, on perçoit la moitié de ce qu'ils percevaient ou quelquefois la même chose, sans autrement préciser (4). De sorte que nous ignorons leur taux. La perception de ces droits est affermée pour chaque province. Le fermier donne à l'avance une certaine somme au Gouvernement.

2°) *Les droits de « douane »* établis en 1763 (5). Ils sont plutôt analogues aux traites qui existent à la même époque en France. Ce sont des droits de passage à la sortie du Royaume comme à l'entrée. Le droit est très élevé : 5 % de la valeur de la marchandise à l'entrée ; à la sortie plus ou moins fort selon les ports.

Ces droits sont perçus par le Magistrat de la Santé et du Commerce ou ses représentants, ou bien par des représentants des Intendants des Finances. Dans le premier cas, l'argent est remis quand même aux Intendants des Finances.

(3) Les Génois avaient donné au Gouvernement le monopole du sel, des armes à feu, de la poudre ; ils percevaient en outre des droits sur le commerce et le transport de la plupart des marchandises : cuir, laine, bois, etc...

(4) Acté du 13 juin 1756 : on donne à ferme les droits sur le commerce ; dans la province de Vicu, « pour le bois ce droit sera la moitié de ce qu'il était sous les Génois, pour les autres marchandises il sera le même ». (A. D. Corse. Carton : Finances³).

(5) Lettre de Paoli à Buttafoco le 13 septembre 1763 ; A. D. Corse : Carton : Documents non classés : Don Santoni.

3°) *La vente du papier timbré.* — La Consulte de Vescovatu du 24 mai 1761 institue le papier timbré. « Pour montrer l'indépendance de nos tribunaux et suppléer en partie aux dépenses de leur fonctionnement on a décidé que le Gouvernement suprême ferait timbrer une certaine quantité de papier... »

Ce papier est remis aux Intendants des Finances qui le vendent aux Magistrats provinciaux ; ceux-ci doivent le revendre aux particuliers au prix de 2 sous 8 deniers la feuille. Il est nécessaire pour tous les actes publics (les notaires doivent obligatoirement l'employer).

4°) *Le monopole du sel.* — Il n'est établi qu'en 1765. Le sel manquait fréquemment et les habitants se plaignaient.

L'Etat se réserve le droit à lui seul de vendre le sel et il est défendu d'en faire commerce sous peine de très grosses amendes (tout faux-saunier pris sur le fait est passible d'une amende de 1000 *lire* plus la confiscation de son sel). Le Gouvernement se réserve aussi le droit de fixer le prix du sel, mais, moins tyrannique que le Gouvernement français de l'époque, n'oblige personne à en acheter. Pour que ce monopole puisse s'exercer on établit 6 greniers à sel : 4 dans l'En-Deçà des Monts (Cap Corse, Nebbiu, Balagna, et un pour les 3 provinces de Corte, d'Aleria et de Bastia (on ignore où), 2 dans l'Au-delà : Cinarca, Proprianu.

Mais ce n'est pas l'Etat lui-même qui s'occupe de la vente ; il met le monopole en adjudication et passe avec les adjudicataires un contrat par lequel ceux-ci s'engagent à verser une certaine somme chaque année et à vendre du sel de bonne qualité (L'adjudication semble avoir été faite pour plusieurs années).

Le faux-saunage s'est beaucoup exercé et les habitants se plaignent de la mauvaise qualité du sel de l'Etat.

Autres revenus de l'Etat

Les impôts directs et indirects étaient loin de suffire aux nécessités du Gouvernement. Il a aussi le revenu du patrimoine foncier de la nation, à la vérité peu important. Ce patrimoine est constitué par — les forêts (le Gouvernement fait payer des droits pour la taille des arbres) ;

— les étangs : surtout ceux de Biguglia et de Diana : le Gouvernement vend le droit de pêche dans ces étangs ;

— le revenu de la pêche du corail ; on ne peut pratiquer cette pêche sans payer un droit. Mais l'Etat trouve une source de revenus beaucoup plus importante dans la location des biens confisqués et les décimes des évêques.

Les biens confisqués. — Ils sont très étendus, car la confiscation des biens est une punition très employée. On confisque les biens — que les Génois possèdent en Corse ;

— ceux des Corses habitant les villes au pouvoir des Génois ;

— ceux des meurtriers, des traîtres et des bandits. Ces biens sont loués « au plus offrant pour en retirer des revenus employés à l'avantage de la patrie ».

Auparavant on fait un recensement des biens confisqués. Chaque année le Gouvernement envoie dans chaque piève « un député faire la tournée des villages pour déterminer par une enquête les biens appartenant aux Génois, aux traîtres, aux bandits ; le député se rendra sur les lieux avec les podestats et Pères du Commun des villages où se trouvent ces biens, et en prendra possession au nom de l'Etat. L'acte de possession sera enregistré par un notaire en présence de trois témoins » (6).

(6) 1^{er} août 1764. (A. D. Corse. Carton : *Période Corse*. Documents non classés et 1736-1769).

C'est alors qu'on loue les biens par parcelles. On fixe à l'avance si le paiement se fera en nature ou en argent. S'il se fait en nature, il est perçu par les podestats (7), en argent par les mêmes députés qui perçoivent la taxe de 2 lire.

Les décimes des évêques. — Il y a en Corse 5 évêchés ; un seul évêque, celui de Sagona, demeure toujours à son poste, les autres se sont réfugiés dans les villes occupées par les Génois, dès le début de la révolte.

Paoli, avant même son arrivée en Corse, a l'intention de confisquer leurs revenus (8), et, en effet, dès juillet 1755, il prend cette mesure. Elle soulève les protestations violentes des évêques, une certaine résistance de la part du clergé qui craint l'excommunication, et de la part du peuple, très religieux.

Cependant il réussit à la faire approuver par une Assemblée du clergé en janvier 1756. Cette mesure est condamnée par le Pape ; elle n'en est pas moins maintenue jusqu'en mai 1760, date à laquelle un Visiteur Apostolique envoyé par le Pape arrive en Corse. La Consulte de mai 1760, malgré l'opposition du Général, décide que les décimes seront perçus au profit du Visiteur. De 1755 à 1760 la perception des décimes est donc faite par le Gouvernement au profit de la nation ; elle est mise à ferme (9), les fermiers fixent à l'avance

(7) Lettre du Conseil Suprême aux Podestats de Canari : « Il est de votre charge de veiller au recouvrement du vin provenant des biens confisqués et qui revient au public... » (A. D. Corse : Carton : *Documents non classés*. Don Santoni).

(8) Lettre de Paoli à son père, 21 octobre 1754. Bulletin... Série II, p. 8.

(9) L'adjudicataire peut être un village considéré comme personne morale. Lettre du 16 juin 1759 de Paoli aux Intendants des Finances : « La commune de Vescovatu a fait savoir qu'elle serait très heureuse d'avoir l'adjudication des décimes de cette paroisse. Il serait bon de prendre deux principaux habitants du village comme responsables » (16 juin 1759). A. D. Corse. *Documents non classés* : Culte.

le prix à payer à l'Etat et en payent la moitié lors de la signature du contrat.

Il y a enfin, depuis 1762, une source de revenus extrêmement importante : *la frappe de la monnaie* que nous étudierons à part parce qu'elle est très intéressante à divers points de vue.

Les revenus extraordinaires

Tous ces revenus réguliers ne suffisent même pas en temps ordinaire, aussi lorsqu'il faut faire face à des besoins urgents, est-il nécessaire d'avoir recours à d'autres moyens.

1°) *Les impôts temporaires.* — Par deux fois on perçut un impôt sur toute la nation y compris le clergé.

— En 1761, la Consulte de Vescovatu décide « qu'ayant repoussé les propositions de paix faites par les Génois, pour nous mettre en état de faire la guerre, on a décidé de lever une contribution extraordinaire. »

Elle est le 1/1000^e de la valeur des biens meubles et immeubles possédés par chaque personne. Elle est perçue seulement en 1761, puis rétablie en 1767 pour remplir les caisses de l'Etat vidées par l'entreprise de Capraja.

— En mai 1768, la Consulte, pour faire face aux besoins de la guerre, établit, suivant le même principe que le 1/1000, l'impôt du 4/1000.

Le principe de répartition de cet impôt est extrêmement juste. Chacun paye en proportion de ses moyens, et même, en 1767, lorsqu'on rétablit le 1/1000, on exempté toute personne dont les possessions auraient une valeur inférieure à 2000 *lire*.

La grosse difficulté est celle de l'évaluation des possessions ; il n'y a naturellement pas de cadastre et il semble bien qu'on se soit fié à la déclaration des contri-

buables. Nous avons en effet le reçu que les percepteurs de ces taxes délivraient.

« M. X... remet en mes mains pour le don du 4 pour 1000 [tant] ayant déclaré sous serment que sa possession vaut [tant] ».

Ces impôts sont perçus par des députés spécialement désignés à cet effet et qui rapportent directement l'argent à la Caisse générale du Royaume.

2°) *Les impôts sur le clergé.* — A plusieurs reprises on fait appel à lui :

— La frappe d'une monnaie nationale est décidée en 1761, mais on manque de métaux précieux ; le clergé consent à donner les objets du culte. Lors d'une entreprise particulièrement difficile, on demande souvent au clergé des secours.

— C'est le cas pendant le siège de Furiani, chaque couvent donne 120 *lire*.

— En décembre 1764, la Consulte décide la création d'une Université, mais on ne peut imposer le peuple trop pauvre. On demande donc au clergé de subvenir aux frais. Un Congrès ecclésiastique fixe l'impôt à payer par année :

pour un « piévan » (10), 18 *lire* ;

pour un curé, 12 *lire* ;

pour un chanoine, 8 *lire*.

Chaque communauté religieuse paye 20 *lire*. Cet argent sert uniquement à l'Université et un procureur est nommé dans chaque province par le clergé pour recueillir et gérer les fonds.

Les recettes réelles du Gouvernement. — Elles sont bien inférieures à ce qu'elles auraient dû être et cela tient à plusieurs causes.

— La pauvreté générale empêche beaucoup d'habitants d'acquitter la taxe de 2 *lire* par feu : « seuls 60 feux sont capables de payer la taxe dans ce village, dit

le podestat de Morsiglia, et encore plusieurs ont-ils dû vendre leurs pioches et leurs bûches qui leur servaient à gagner leur misérable vie.

Certains villages sont en retard d'un an pour le paiement de leurs taxes : « Les peuples de la piève de Talcini doivent les taxes de 2 ans », écrit Paoli en 1762, et le cas est fréquent pour plusieurs villages.

Les dépenses

Les dépenses auxquelles le gouvernement doit faire face ne sont pas très nombreuses. En effet la plupart des fonctions sont gratuites.

Touchent un traitement : le Général, les membres du Conseil Suprême ; il faut en outre fournir l'argent nécessaire à leur entretien (table, loyer), les chanceliers des Magistrati provinciaux touchent aussi un traitement, quant aux membres du Magistrat, leurs fonctions sont gratuites, mais leur entretien (table) est aux frais du public. Enfin les collecteurs d'impôts gardent 3 % des sommes levées.

Depuis 1765, s'ajoute le traitement des professeurs de l'Université et l'entretien des étudiants pauvres. Mais les grosses dépenses sont nécessitées par l'entretien d'une troupe soldée et les frais de guerre.

La troupe est très coûteuse. Pour 2000 hommes il faut déjà au minimum 40.000 *lire* par mois, l'achat des canons, la mise en chantier de plusieurs bateaux grèvent lourdement le « budget » de la Corse.

Les recettes sont loin de suffire aux dépenses et nous avons vu que la solde des troupes n'est jamais payée régulièrement ; le Gouvernement se trouve parfois dans une

(10) Les piévans sont les curés de la ville la plus importante de la piève, les autres curés de la piève leur sont subordonnés.

situation angoissante. « A Corte, ils sont sans le sou, écrit Paoli, le Conseil, sa garde et la garnison du château ».

L'administration financière

Pour percevoir et administrer les revenus du Royaume, une administration financière et un personnel spécialisé apparaissent peu à peu, mais les pouvoirs des différents fonctionnaires, créés au fur et à mesure des besoins, se chevauchent et l'administration manque d'unification et de rigueur.

Le personnel de l'administration (11). — Les fonctionnaires proprement financiers sont — à la tête : le Caissier public qui administre la Caisse générale du Royaume (ce furent Canelli de 1755 à 1764, et Marco Maria Carli de 1764 à 1769). Le Caissier public est nommé par le Gouvernement.

— Les Intendants des Finances, dont la charge est créée en 1758, sont aussi nommés par le Gouvernement : il y a deux Intendants de Finances qui furent au début Casabianca et Buttafoco. Casabianca semble avoir gardé cette fonction jusqu'à la fin de la période. Ils ont un pouvoir très étendu et s'occupent de toutes les ressources du Royaume.

— Les Sous-Intendants de piève, établis en 1762, et qui sont sous les ordres des Intendants, nommés par le Gouvernement.

— Les députés de finance : un par piève, que nomment soit les Intendants des Finances, soit le Gouvernement. Parfois chargés seulement de percevoir une taxe spéciale (le 1/1000, le 4/1000), souvent ils recueillent tous les revenus de la piève. Ils font donc double emploi

(11) Sources : A. D. Corse : Cartons ; Finances¹ ; Finances² ; Finances³.

avec les sous-intendants de piève et on ne peut comprendre les rapports qu'ils ont entre eux.

Les sous-intendants, comme les députés, ne peuvent rester en place que trois ans.

Ils n'ont pas de traitement, mais gardent le 3 % des sommes perçues.

En outre, de nombreux fonctionnaires ont un pouvoir financier : podestats, membres des Magistrati provinciaux et tous les fonctionnaires (Capitaines d'armes, Commissaires de piève, etc...) peuvent faire payer les amendes fixées par les lois.

Il s'ensuit nécessairement beaucoup de confusion.

L'administration des Finances. — La Caisse publique doit en principe recevoir tous les revenus du Royaume. C'est à elle que les Intendants de Finances, les députés de piève remettent l'argent perçu avec leurs comptes détaillés ; c'est à elle aussi que reviennent les bénéfices de la frappe de la monnaie puisque le Caissier est en même temps Directeur Général de la Monnaie.

Il tient un « *Libbro Magistrale* » (12) où sont notées, mois par mois, toutes les recettes au fur et à mesure de leur entrée, et toutes les dépenses à mesure qu'elles sortent. Seul, le Général peut ordonner les dépenses. Le Caissier ne paye que sur son ordre : « M. Carli, Caissier public [ou parfois Intendant de la Monnaie] sera content de payer..... Le présent billet lui servira de décharge ».

Le « *Libbro Magistrale* » donne, pour chaque mois, un excédent de recettes et celà de 1763 à 1769. Ce fait est inexplicable car les lettres de Paoli, les soldes en retard de plusieurs mois nous laissent croire au contraire à un déficit permanent. Voici par exemple le bilan financier de septembre 1763 :

(12) A. D. Corse. Finances².

Recettes : 11.836 *lire*.

Dépenses : 8.863 »

Donc excédent de 2.973 *lire*.

Or, à la date du 15 octobre, Paoli écrit à Baldasari : « Vos soldats seront payés de leur solde en retard mais la pénurie d'argent réclame beaucoup de patience ». Autre exemple : en mai 1766, les comptes ayant été vérifiés on trouve pour l'année écoulée (mai 1765-mai 1766) un excédent de 66.662 *lire*. Or, au Commandant de la tour de Girolata qui réclame pour sa garnison 8 mois de solde, Paoli donne l'ordre d'en payer 2.

Pourtant ce ne sont pas des prévisions de recettes et de dépenses qui figurent sur le *Libbro Magistrale*, mais bien un « état au vrai ».

Paoli garde-t-il donc des sommes en réserve? On se demande dans quel but.

— En plus de la Caisse publique chaque Magistrato provincial a une caisse autonome alimentée surtout par les amendes et qui sert à payer ses dépenses.

Il doit tenir un compte exact tant des entrées que des sorties pour que la vérification soit possible. L'excédent des recettes doit immédiatement être envoyé au Caissier public, par contre celui-ci comble le déficit s'il y en a un.

— Il y a enfin quelques Caisses spéciales comme celle de l'Université qui perçoit et administre elle-même ses revenus, ou d'autres qui ont seulement une existence de fait : par exemple l'abbé Rostini reçoit l'argent de l'adjudication du sel, perçoit certaines taxes et les revenus des biens loués.

Ainsi tout l'argent ne va pas à la Caisse publique, il arrive que les Intendants des Finances payent directement sur l'ordre du Général.

Le contrôle financier. — Il est exercé par plusieurs organes mais très irrégulièrement. Le Caissier public vé-

rifie les comptes de tous les députés des finances, des Magistrati provinciaux, des administrateurs de caisses particulières.

Mais ces vérifications sont très irrégulières : on voit par exemple les comptes de l'abbé Rostini, vérifiés en septembre 1760, n'être plus vérifiés qu'en septembre 1763 (13).

— Les comptes du Caissier public sont vérifiés par des représentants de la Consulte Nationale.

« Par nous, députés à cet effet par la Consulte du Royaume, ont été examinés les comptes de M. Canelli, Caissier public, du 29 décembre 1763 à ce 30 mai 1764 et ayant confronté toutes les recettes et toutes les dépenses nous avons trouvé qu'il reste en caisse la somme de 1007 *lire*, 3 sous, 8 deniers ». Suivent les signatures de 10 députés.

A partir de 1764, c'est toujours à la Consulte de mai que se font les vérifications de compte. Elles ont lieu en mai 1765, mai 1766, mai 1767, mai 1768. En mai 1769, la Consulte ne s'étant pas réunie, la vérification des comptes est faite par 4 Conseillers d'Etat, le 2 mai. Pour la première fois le budget est en déficit de 1000 *lire*.

Six jours après, la bataille de Pontenovu met fin à l'indépendance de la Corse (8 mai).

Julie BATTESTI.

(13) A. D. Corse. Finances² : « Par moi, Caissier public, ont été examinés les comptes de l'abbé Rostini du mois d'octobre 1760 jusqu'au mois de septembre dernier, et ayant reconnu toutes les pièces justificatives et à sa décharge, avec un journal qu'il m'a présenté, j'ai constaté qu'il lui reste à devoir la somme de lire 878... »

F. CANELLI (Décembre 1763).

Au lendemain de l'occupation de la Corse par les Français ⁽¹⁾

**(Journal d'un ecclésiastique
en 1771-1772)**

24 octobre 1772. — On réunira une Assemblée le 15 ou le 25 du mois de novembre prochain ; on s'y occupera des prêtres corses séculiers, des moines et des couvents. Orsovecchio Pompiliani (2) des Prunelli de Casaconi, celui qui fut élu général (des Corses) avant feu André Ceccaldi, fut assassiné par Biagio de Divina, qui obtint des Génois la permission de se racheter, mais devenu vieux, il fut condamné à mort par de Pavoli (*sic*), comme provéditeur de Saint Antoine de la Casabianca, après trois jours seulement de prison. Son compagnon fut tué par ses ennemis.

Il y a une ordonnance qui interdit à quiconque de se faire prêtre s'il n'a pas un patrimoine de mille *lire*. Cette défense serait venue de France, à la suite d'une lettre écrite par Monseigneur d'Aleria, de Guernes, déclarant qu'en Corse on devient prêtre sans patrimoine. Si le prêtre a quatre frères, tous doivent avoir, chacun pour sa part, dix mille *lire*. — M. Vasco, évêque de Nebbiu, qui n'est pas encore revenu de France, a reçu du Roi une pension de dix mille *lire* : il ne change pas d'évêché. — Il n'est pas encore arrivé de nouvelle concernant le nouveau titulaire de Sagona (3) et rien n'a été publié.

(1) Cf. les numéros 65, 66, 67, 69. Ce journal est le carnet d'un moine du couvent de la Casinca qui relate les nouvelles qui lui parviennent au jour le jour.

(2) L'abbé Rossi A. dit de lui : « Homme de caractère et ami du bien public. Il avait été choisi, en 1729, par ses compatriotes pour diriger leur révolte contre le gouverneur Pinelli.

(3) On sait qu'il y avait alors cinq évêques en Corse.

26 octobre 1772. — Deux navires de poste sont partis pour prendre M. Marbeuf qui est de retour de Paris. Les uns disent qu'il est à Toulon, d'autres à Gênes, pour consulter celle-ci au sujet des Règlements qu'il y a lieu de donner aux Corses. On dit, mais est-ce vrai, qu'une alliance, offensive et défensive, a été signée entre la France et l'Angleterre par l'entremise du comte d'Harcourt, ambassadeur de France à Londres (4).

29 octobre 1772. — L'alliance entre la France et la Cour britannique n'est pas confirmée. On dit plutôt que le congrès de paix de Bucarest (5) entre le Turc et la Moscovie a clos ses séances et qu'on prépare la guerre générale entre les puissances de l'Europe à propos du démembrement de la Pologne et parce que l'Empereur Joseph veut se faire restituer la Lorraine (6) par la France, qui a fait de la Corse une province d'Etat, c'est-à-dire privilégiée, tandis qu'elle paye, non par tête, mais seulement deux vingtièmes : c'est-à-dire par chaque vingt deux (*ogni venti due*).

Les Jésuites, à Rome, ont perdu tous leurs collègues sauf un, par ordre du pape. Marbeuf s'est, hier, embarqué à Toulon pour venir en Corse. Il a beaucoup de choses inconnues à communiquer à la Consulte. C'est alors qu'on connaîtra la vérité au sujet de l'évêché de Sagona et le nom du titulaire. Les deux (7) députés qui

(4) On se rend compte que les temps étaient encore bien troublés pour que pareille rumeur ait pu naître, alors que l'Angleterre ne pardonnait pas à la France son occupation de la Corse. Peut-être le projet d'entente que le duc d'Aiguillon avait adressé à la Cour de Saint James dans le but de sauver la Pologne était-il à l'origine de ce faux bruit.

(5) Rambaud : *Histoire de la Russie* l'appelle Congrès de Fokchany (1772) ; il fut en effet suivi de la guerre qui amena le traité de Kainardji en 1774 par lequel la Russie démembra la Turquie.

(6) Le traité de Vienne en 1738 avait déclaré qu'à la mort de Stanislas Leczinski, son duché de Lorraine reviendrait à la France ; l'événement s'était produit en 1766.

(7) Il y a ici une erreur car trois députés avaient été élus par l'Assemblée qui s'était réunie le 1^{er} mai : un noble, un

étaient allés à Paris ont été récompensés : Costa de Moriani de la Castellana a été nommé colonel avec une bonne pension et Belgodère de Bastia a été nommé conseiller avec trois mille *lire* de traitement par an. La Corse a été dégrevée de 60 mille *lire*, mais devra payer les vingtièmes (8) des deux années écoulées qu'elle n'avait pas versés.

31 octobre 1772. — Pace Maria de Vallerustie et 19 bandits, ses compagnons, se sont emparés, à Fiumaltu, de Monsieur François Xavier, fils de Patrice de Tavagna et de don Démétrius, surnommé Pretone, qui avaient avec eux sept soldats français. Les bandits voulaient mettre à mort tous les Français, mais Frediani, comme chef, leur dit : « Si vous les assassinez, les Français me tueront ». Ils ont été alors remis en liberté. Le même Pace Maria a recommencé deux autres fois en différents endroits, il n'y a pas longtemps.

3 novembre 1772. — Pace Maria, avec 22 bandits, est attaqué, à Verde, par le Régiment Royal Italien qui était toujours à Campoloru et ne s'était pas retiré à Bastia, comme je l'avais écrit plus haut. La retraite de Pace Maria (et de ses compagnons) n'était pas exacte. Le village où... (*la suite manque*).

5 novembre 1772. — Zampaglino (9), le chef des bandits pomontinchi et Pace Maria, le chef des bandits de l'En-deçà des monts se sont embarqués, celui-là pour la Sardaigne et Pace Maria pour Livourne. Les ban-

évêque et un membre du tiers : le noble (Costa) devait recevoir 3.000 *lire* pour ses dépenses, l'évêque Guasco 4.000 *lire*, et celui du tiers, Belgodère, 2.500.

(8) Impôt payé par la Corse égal au deux vingtièmes, plus tard un vingtième du revenu en nature de l'île. Fixé d'abord à 180.000 francs, il fut ramené ensuite à 120.000.

(9) De son véritable nom Ange-Mathieu Bonelli de Bocognanu fut un redoutable adversaire des Français pendant cinq ans.

dits attaqués à Toci étaient seulement 17 ; on ne sait pas quel a été le résultat de l'entreprise.

Ici, dans notre couvent des Capucins de Casinca, est logé le major Olivieri, chef des Français volontaires ; il m'a dit que la dépense des volontaires coûte à l'heure présente 46.000 francs et que l'expédition de Marbeuf, l'an passé, contre les bandits, a coûté 200.000 francs. La construction des casernes à Corte est presque terminée ; les murailles qui les entourent sont finies, à l'exception des bastions.

En ce moment, à l'heure de midi, j'entends dire qu'à Canale di Verde, non à Toci, les bandits, assaillis par trente volontaires du capitaine Galloni d'Olmetu (10) de la piève d'Istria, ont tué neuf volontaires.

En ce moment, dans la soirée, un habitant de Verde m'a dit que les volontaires tués ne sont qu'au nombre de trois, mais qu'un autre a été blessé à mort et transporté à Pastoricciale di Canale. Les bandits sont ensuite partis après avoir allumé un grand feu.

10 novembre 1772. — A San Vincente, les volontaires voulant transporter à Corte un de leurs camarades qui avait été blessé à Verde, se sont fusillés avec les mêmes bandits. On dit qu'il en est mort six, ce qui fait dix volontaires tués : six à San Vincente et quatre à Canale. Ce fut pour se venger d'une blessure faite par trahison à Tallone contre Pierre Xavier, fils de Filone d'Alesani, après qu'ils eurent engagé leur parole d'hommes honorables de se rencontrer et de s'entendre, je parle de Gallone et de François Xavier. Au moment de partir, Filone ou mieux François Xavier, fut blessé au flanc par trois coups de fusil. C'est pourquoi il a dit : « Gal-

(10) Il avait été l'un des premiers Corses à se mettre au service des Français en 1769.

lone, l'un de nous deux mourra bientôt, il n'y a pas de doute ».

11 novembre 1772. — La nouvelle colonie de Chiavari, en face d'Ajaccio, a été anéantie par le mauvais air. Le premier à mourir fut le médecin de la colonie. Au-dessus de Porri de Casinca ont été tués hier deux bandits; un autre a été fait prisonnier et conduit ce matin à Bastia. Un des volontaires, de l'Au-delà des monts, a été tué dans l'action; un des bandits était de Tavagna et il l'était devenu à cause d'une femme. On ne sait pas autre chose.

M. Marbeuf, avec trois députés, est retourné à Bastia. On dit que c'est un chanoine de Vicu, appelé Cittadella (11), qui sera évêque de Nebbiu.

24 novembre 1772. — Ce bandit de Tavagna qui, blessé à un pied, fut pris à Corona et amené à Bastia, a été condamné à mort; un volontaire français mourut aussi. Aujourd'hui M. Marbeuf passe en revue le régiment (12) Buttafoco qui apprendra ainsi son destin.

25 novembre 1772. — On dit que l'hôpital quitte le couvent de la Venzolasca et que le Magistrat (Tribunal) s'y installe. Dans notre couvent des Capucins habitera un détachement de soldats corses du Régiment Provincial; d'autres prétendent que non.

Aujourd'hui se termine à Bastia la Consulte, qui n'aura siégé que trois jours seulement. On y a accordé le pardon à ceux de Livourne, à l'exception de quelques-uns, tels que le général Pascal de Paoli et son frère Clément, Barbaggi, Nicodème, Achille, Jean Charles,

(11) François Cittadella, chanoine de Sagona, remplaça Guasco, évêque du Nebbiu, qui fut nommé à Sagona.

(12) Ce régiment corse, venu du continent, prit le nom de Provincial et augmenté de quelques compagnies de nationaux, qu'on appela volontaires, fut employé à la police de la Corse.

etc., ainsi que les coupables d'homicide. On installe les juntas (13).

26 novembre 1772. — Une *saëtta* ou plutôt la foudre est tombée sur la cathédrale Sainte Marie à Bastia et a brisé deux ou trois doigts à la main de la statue de la Vierge et un petit saint dans sa niche. Elle a brisé le clocher et a causé beaucoup de dégâts à l'icône de l'autel où se trouve le Saint Sacrement. Aussi les Bastiais craignent-ils que ce soit un présage annonçant comme châtement une attaque par terre ou par mer.

Narbonne est allé de Bastia dans l'Au delà des monts pour installer la junta à Attallà et à la Mezzana. Marbeuf part pour Orezza et Caccia pour en faire autant (14). Le chanoine Cittadella de Vicu a été nommé évêque du Nebbiu, grâce à Monseigneur Stefanini qui a mis à contribution M. Narbonne et l'a fait écrire à Paris dans ce but. On a publié le pardon accordé aux bandits qui sont en ce moment en Corse.

30 novembre 1772. — A San Pellegrinu, les bandits au nombre de 18, ceux de Pace Maria, se sont embarqués pour la Terre ferme en s'emparant de force d'un bateau, malgré les marins qui le montaient.

5 décembre 1772. — On raconte que Pace Maria est revenu de Terre ferme et que Zampaglino est retourné de Sardaigne. Marbeuf et Narbonne sont rentrés à Bastia. Marbeuf est revenu ici pour l'évêché ; il est hébergé

(13) Les Juntas étaient des tribunaux d'arbitrage, au nombre de quatre, établis à Orezza, Caccia, Tallanu et Vizzavona ; ils étaient formés de six Corses, élus par les Etats provinciaux ; ce n'était pas des juristes mais d'honnêtes gens chargés de prévenir les délits, non de les punir. Cette justice de conciliation était surtout chargée de poursuivre les bandits et de veiller à l'application des lois françaises. (Cf. *Histoire des Corses et de leur civilisation*, 1914).

(14) Nos lecteurs connaissent la rivalité qui exista entre les deux hommes et qui contribua à perpétuer les troubles en Corse, où se créèrent deux partis rivaux. Narbonne commandait à Ajaccio, mais sous les ordres de Marbeuf.

largement chez l'inspecteur Mathieu Buttafoco, qui lui a fait faire bonne chère, ainsi que toute sa compagnie.

14 décembre 1772. — Toutes les pièves de la Corse sont convoquées pour le 7 janvier de la prochaine année 1773, et le 15 janvier aura lieu une assemblée de toutes les provinces (15).

A Livourne on a réformé plus de cent Corses, sous prétexte qu'il n'y avait plus de solde pour eux. On craint que ce ne soit une ruse pour les envoyer en Corse en vue de la future guerre, car on dit que Paoli arrive bientôt avec une flotte pour assiéger les places.

29 décembre 1772. — De Livourne, arrivent toutes les familles ainsi que ceux qui y étaient allés avec passeport et n'avaient pas accompagné Paoli, quand il s'embarqua.

31 décembre 1772. — Ces Corses de Livourne ont obtenu leur pardon des Français, par l'entremise du Consul français, mais dès leur arrivée en Corse, ils devront contracter un engagement de huit ans dans la Milice, leurs biens qui avaient été autrefois confisqués ne leur seront pas rendus (16).

(Traduction).



(15) Il y eut huit réunions des Etats provinciaux : en 1770, 1772, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781 et 1785.

(16) Ici se terminent les notes prises par le moine du couvent de la Casinca. Il n'y a pas de doute que plusieurs feuillets ont été perdus par le propriétaire du manuscrit.

Thérapeutique du XVIII^e siècle ⁽¹⁾

Contre les maux de dents

PREMIÈRE RECETTE

Prenez du bois de frêne, enlevez-lui la première écorce, brûlez la seconde et mêlez cette cendre de la seconde écorce avec de l'eau-de-vie, faites-en comme une sorte d'emplâtre et appliquez-le sur la tempe du côté malade.

AUTRE RECETTE

Procurez-vous du vitriol de cuivre, mettez-en un peu dans la bouche, gardez-le le temps de dire un Ave Maria et frottez-en la gencive de la dent malade.

AUTRE RECETTE

Faites bouillir de l'alun dans de l'eau, plongez-y des papillons de ver à soie et appliquez cet emplâtre sur la gencive, en renouvelant souvent ; ce remède est excellent.

AUTRE RECETTE

Prenez des feuilles de persil et de cerfeuil, mettez-les dans une poêle sur le feu pour les mélanger ; ensuite appliquez ces feuilles sur l'oreille, du côté qui fait mal, aussi chaudes que vous pourrez les supporter.

AUTRE RECETTE

Prenez deux onces de sucre en poudre et une demi-

(1) D'après un vieux manuscrit de la première moitié du XVIII^e siècle. Le texte en est traduit.

once de feuilles sèches de cette plante qu'on appelle le mille-feuille ; pulvérisez le tout ; mélangez bien le tout ; prenez ensuite une demi-once de cette poudre, mélangez-la avec une once et demie de miel, frottez-en fréquemment toutes les gencives par-dessus et par-dessous, dedans et dehors, et le soir, au moment d'aller vous coucher ; continuez à faire cela pendant trois jours de suite, à moins que vous ne vous sentiez bien dès le premier.

AUTRE RECETTE

Mettez une poignée de sauge, fraîchement cueillie, dans une poêle placée au feu ; jetez-y lentement du meilleur vinaigre que vous ayez, ajoutez-y une demi-poignée de sel. Quant tout cela est à moitié consumé et mélangé, vous le placez entre deux morceaux de toile et vous l'appliquez, aussi chaud que possible, sur la joue malade ; évitez l'air ; répétez les pansements toutes les six heures, particulièrement après avoir donné et avoir reçu un ou deux clystères ou lavements.

AUTRE REMÈDE

Le soir, un peu avant d'aller au lit, prenez une poignée de cinquefeuille mâle, plante dont les feuilles sont blanches et nattées par dessous, pilez les feuilles et les racines, enlevez-leur la terre, mettez-les dans une petite marmite avec un bon verre de vin noir et fort, faites bouillir jusqu'à ce que le tout soit consumé de deux tiers au moins, en tenant couvert ; enlevez du feu la marmite bouillante, mettez votre bouche ouverte dessus, de manière à en absorber la fumée. Quand il n'y aura plus de fumée, vous mettrez dans la bouche, trois fois ou davantage, une bonne cuillerée chaque fois, de cette liqueur chaude, vous en laverez vos gencives en dedans et en dehors. Entourez-vous la tête avec une serviette bien

chaude ; la plus sale est la meilleure. Dormez ensuite. Si la douleur ne cesse pas totalement au cours de cette première opération, répétez-la le soir suivant et vous en verrez l'effet merveilleux. Ce remède a pour propriété d'extirper l'inflammation de la bouche et de faire disparaître la fluxion de la mâchoire.

DERNIÈRE RECETTE

Faites bouillir de la sauge et du sel dans du vin fort (alcoolisé), passez la mixture, ajoutez-y un peu de vinaigre et d'eau-de-vie et avec ce liquide, aussi chaud que possible, faites-en des gargarismes.



Le personnel administratif de la Corse en 1838

En fouillant dans les boîtes des quais de Paris, un de nos lecteurs a trouvé un charmant petit livre in-32, à tranches dorées, relié en parchemin, intitulé « *Almanach de la Cour, de la ville et des départements* pour l'année 1838 ». Il lui a paru intéressant de relever, à cent ans de distance, les noms corses ou intéressant la Corse, qui figurent dans les 256 pages du volume.

S. G. Mgr Casanelli d'Istria, sacré en 1833, était évêque d'Ajaccio ;

Le Général Comte Horace Sébastiani, Grand Croix de la Légion d'Honneur, était ambassadeur de France à Londres ;

Le Comte Ornano (G. Off.) et le viconte Tiburce Sébastiani (G. Off.), tous deux Lieutenants généraux, étaient pairs de France et commandaient, le premier, la quatrième division militaire à Tours, le second, la huitième à Marseille. Le nom des Députés de la Corse ne figure pas sur la liste des membres de la Chambre des Députés !

MM. le Comte Colonna d'Istria était premier président de la Cour Royale de Bastia ; M. le Baron Mézard, Premier Président honoraire ; Casale et Suzzoni, Présidents et Réalier-Dumas, Procureur général du Roi.

MM. Jourdan (du Var) était préfet de la Corse à Ajaccio ; Vico (D. A.), Secrétaire Général ; Darras, Receveur Général et Cunéo d'Ornano, maire d'Ajaccio.

Membres du Conseil général :

Cunéo d'Ornano (de Sarrola). — Pietra Santa. — Versini. — Ornano. — Olivieri. — Abbatucci. —

Suzzoni. — Stefanini. — Le Vicomte Sébastiani (G. off.). — Poli. — Casale. — Estella. — Morati. — Buttafoco. — Buonaccorsi. — Pietri. — De Bagnaja. — Gaffori. — Benedetti. — Multedo. — Saliceti. — Raffaelli. — Paoli. — Laurelli. — Chiappe. — Sébastiani P. — Gavini. — Peretti.

Etaient Sous-Préfets : MM. Morati à Bastia, Pompéi à Calvi, Giubega à Corte, Costa à Sartène.

Sur la liste des maréchaux de camp du cadre de réserve, on trouve le nom de M. Juchereau de St-Denys.

Le lieutenant-colonel Dyonnet commandait la 17^e Légion départementale de la Gendarmerie royale à Bastia.

Sur la liste des Colonels ou Lieutenants-Colonels, commandants des régiments d'infanterie de ligne, on relève les noms suivants : Massoni colonel du 45^e, de Rossi colonel du 49^e ; dans l'infanterie légère : Borrelli lieutenant-colonel (7^e), Marengo lieutenant-colonel (8^e).

Capitaine commandant la 1^{re} Compagnie de pionniers à Oran, Montera.

P. de C.



Les CorSES se réjouissent de l'occupation française

Le 15 septembre 1770 les députés du clergé, de la noblesse et du Tiers-Etat de la Nation corse s'étaient réunis en Assemblée générale, sous la présidence de Louis-Charles-René, comte de Marbeuf, assisté de Daniel-Marc-Antoine Chardon, intendant de police, de justice et de finances. Après 22 jours de délibérations, au cours desquelles de nombreuses questions intéressant la Corse furent discutées, le 27 septembre 1770, « Messieurs les Commissaires du Roi, Messieurs les évêques, grands vicaires et députés s'étant rendus dans la salle d'assemblée de la Consulte, tous les députés ont dit qu'ils sont pénétrés de la plus vive reconnaissance pour toutes les bontés dont Sa Majesté ne cesse de les combler, qu'ils désireraient faire parvenir au pied du Trône du meilleur des Rois l'hommage respectueux des sentiments dont ils sont animés ; qu'il leur semblerait que la manière la plus propre d'exprimer leur respect, leur amour et leur vénération pour leur souverain, serait de consacrer par un monument durable le jour heureux où la Corse a passé sous la domination de Louis le bien-aimé, lequel monument en retraçant à la postérité l'époque de la félicité de la nation lui retrace en même temps l'attachement, la fidélité et la reconnaissance de ses habitants pour le Maître le plus chéri et le plus digne de l'être ;

« Que la faveur la plus signalée que Sa Majesté pût accorder à la Nation serait de permettre que la Médaille qu'elle fera frapper lui soit présentée par trois députés, membres de la présente Assemblée ; l'un choisi parmi Messieurs les évêques, un autre parmi les nobles, et un troisième pour représenter le Tiers-Etat.

« En conséquence Messieurs les Commissaires du

MÉDAILLE COMMEMORATIVE
de la Réunion de la Corse à la France
1770



Don de M^r Pierre de CASABIANCA
Substitut au Tribunal de la Seine.
1903

Médaille frappée en 1770 sur le désir de la nation Corse
pour célébrer l'époque fortunée de la réunion de la Corse à la France

Roi ont été très instamment suppliés d'employer leurs bons offices pour que Sa Majesté permette à la nation de faire frapper une médaille qui représente l'époque fortunée de la réunion de la Corse au royaume de France, ainsi que la présente Assemblée le désire et qui serve en même temps de monument perpétuel de la fidélité, de l'amour et de la vénération des nouveaux sujets de Sa Majesté pour sa personne sacrée.

« Messieurs les Commissaires du Roi ont été aussi unanimement suppliés d'employer leurs bons offices, pour obtenir de Sa Majesté la grâce que cette Médaille lui soit présentée par Monseigneur Stefanini, évêque de Sagone, élu pour représenter le clergé de Corse, M. Massei, élu pour représenter l'ordre des nobles et M. Giubega, élu pour représenter le Tiers-Etat.

Fait et publié à l'Assemblée de la Consulte le 27 septembre 1770 (1) ».

*
**

Il n'y avait guère plus de quinze mois que la bataille de Pontenovu avait eu lieu !! Comprend-on maintenant pourquoi Pascal Paoli, qui devinait ces sentiments de la très grande majorité de ses compatriotes, préféra s'exiler, plutôt que de se battre. Les Corses étaient conquis par la France avant même d'avoir été attaqués ! (2)

(1) Procès-verbal de l'Assemblée générale des Etats de Corse, publié par M. de Morati dans le Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse, Bastia, 1897.

(2) La médaille dont il est question est reproduite ci-contre (envers et endroit).

BIBLIOGRAPHIE

Formation du département de la Corse (1). — Comme le dit l'auteur, M. Albitreccia, agrégé de l'Université, directeur de l'enseignement commercial en Lorraine, cette brochure contient une esquisse d'histoire et de géographie administratives concernant la Corse. Grâce à des découvertes faites aux Archives nationales, il prouve que la formation d'un seul département insulaire n'a pas été aussi simple qu'on pourrait le croire. Si la loi du 3 février (4 mars) 1790 avait décidé que la Corse formerait provisoirement un seul département subdivisé en 9 districts avec Bastia pour chef-lieu, la Convention divisa l'île en deux départements : Golu avec Bastia pour chef-lieu et trois districts, Liamone avec Ajaccio pour capitale et trois districts aussi. Cependant la loi du 22 frimaire an IX (13 décembre 1800), corroborée par celle du 17 nivôse an IX (7 janvier 1801) confia les deux départements à un administrateur général. Celui-ci, peu après, demandait le rétablissement d'un seul département. M. Albitreccia montre que Napoléon, quoique l'on puisse penser, n'y était pas plus favorable que les Corses eux-mêmes. Mais le ministre de l'Intérieur, Chaptal, invoquait, pour éveiller l'attention impériale, des raisons financières ; on savait qu'elles étaient pour le premier consul souveraines. Cependant les consuls renvoyèrent le projet pour étude, rétablirent « l'empire de la constitution » dans l'île et ainsi l'unification de l'administration départementale cessa de pouvoir se faire par les moyens ordinaires. En 1806, le ministère de l'Intérieur revint à la charge : deux départements en Corse, écrit-il, coûtent cher, soit 428.630 fr. tandis que les centimes additionnels ne produisent que 39.000 fr. Le déficit à la charge du Trésor est donc de 389.500 fr. D'autres considérations s'ajoutèrent à celle-ci telle que la faible population, mal disséminée. Il conviendrait donc de diviser la Corse en 5 arrondissements égaux et de faire d'Ajaccio, mieux située par rapport à la France, la capitale. Mais Napoléon répond : attendre (1807). Déjà Bastia protestait contre ce projet. En 1810, nouvelle tentative et nouvel atermoiement. L'Empereur veut examiner plus attentivement la situation budgétaire. Elle apparaît mauvaise. Alors le souverain se décida, après cinq ans d'hésitation. Il signa le décret du 24 avril 1811 par lequel les départements du Golu et du Liamone n'en formèrent plus qu'un et pour améliorer la situation économique, que l'on disait mauvaise, du pays il favorisa l'entrée des marchandises corses en France continentale. Ce décret devait demeurer intact jusqu'à nos jours, sauf en ce qui concerne le maintien des cinq arrondissements réduits à quatre récemment et le transfert de la Cour impériale d'Ajaccio à Bastia. Ainsi l'administration avait respecté l'unité géographique de l'île et évité son morcellement. Cette étude de M. Albitreccia, faite par un homme du métier

(1) Librairie Joseph Gibert, 30, boul. Saint-Michel, Paris (6^e).

qui sait manier les textes et en extraire « la substantifique moëlle » se lit avec plaisir et intérêt, bien que la matière en soit ardue.

Itinéraires de la Corse. — L'île, que les continentaux commencent à connaître, a été l'objet de nombreuses descriptions qui s'efforcent de diriger et de faciliter les déplacements à l'intérieur d'un pays que certains abordent encore avec un peu d'appréhension. Il y a tellement de bandits ! ! ! Parmi ces guides, les uns sont savants, les autres documentés, ou s'efforcent de tout dire, mais aucun ne sera consulté avec plus de profit par le touriste pédestre que les **Itinéraires** de M. Loiseau. On en devinera aussitôt l'esprit et l'utilité quand nous aurons dit que la collection d'itinéraires, dont fait partie la Corse, que l'auteur appelle : l'île aux montagnes rouges », est patronnée par le Camping Club de France et le groupe des campeurs randonneurs du C.C. de F. Laissons de côté la courte notice géographique et historique ; nous aurions à relever de trop nombreuses inexactitudes. Mais en ce qui concerne le côté pratique des itinéraires, on ne peut pas être plus clair. Aux botanistes le guide donne d'excellentes indications, même des schémas des plantes particulières à la Corse ; aux géologues des renseignements sur les principales roches ; aux touristes, les éclaircissements indispensables. L'île est divisée en itinéraires de printemps et itinéraires d'été : 18 pour celui-ci, 11 pour celui-là, soit 29 en tout. A chaque étape est joint un croquis de la route, avec ses particularités ; de très belles photographies accompagnent le voyageur. Quiconque aura parcouru ces 29 étapes pourra se vanter d'avoir vu la Corse. Ajoutons que le guide est complété par des itinéraires pour automobilistes et pour cyclistes, un schéma d'itinéraire hivernal en 19 journées et quelques conseils sur la manière de voyager en Corse à pied, en voiture, à bicyclette. On voit que les Itinéraires de M. Loiseau deviendront rapidement un livre de chevet. Nous les conseillons vivement à tous ceux qui ont l'occasion d'excursionner dans l'île (2).

La pro-cathédrale Notre-Dame de Bastia (3). — Le chanoine Capri vient de combler une lacune qui pouvait surprendre. Tandis que nous avions depuis longtemps des monographies de nos principales cathédrales corses, comme celle de Calvi, celle de Corte et surtout celle d'Ajaccio, sur laquelle Alex. Arman, ancien sous-préfet en Corse et président du Conseil de l'arrondissement à Ajaccio écrivit une brochure aujourd'hui rare (4). la belle et ancienne cathédrale épiscopale de Sainte-Marie de

(2) J. Loiseau : **Itinéraires de la Corse** ; in-12 de 197 pages, avec plusieurs centaines d'illustrations et croquis, Vigot frères, éditeurs à Paris, 1938.

(3) **La pro-cathédrale, notice historique sur l'église Notre-Dame de Bastia**, avec de nombreuses illustrations par le chanoine Capri, archiprêtre, brochure de 76 pages, à l'Imprimerie Moderne, boulevard du Palais, prix 5 francs.

(4) Brochure de 65 pages in-8°, chez Leleux, 9, rue Pierre-Sarrazin, Paris, 1844.

Bastia n'avait jamais, à notre connaissance, suscité jusqu'ici d'historien. Elle l'a depuis cette année. L'archiprêtre Capri, qui l'administre, vient de la décrire avec le soin que peut mettre un ecclésiastique qui aime l'édifice dont il est le serviteur et l'admirateur. Historique et inventaire, tels sont les deux chapitres de la brochure qu'il nous en a donnée. Il rappelle d'abord les origines de Bastia, Terra vecchia et Terra nova et quand la nouvelle cité fut devenue la résidence du gouverneur (XV^e siècle), il lui fallut une cathédrale pour remplacer la Canonica de Mariana désertée par ses évêques et qui était en mauvais état. Léonard Fornari, évêque mort en 1469, avait bien laissé pour sa restauration une somme d'argent que le pape Clément VII, raisonnablement, détourna de sa destination et affecta à la construction d'un édifice que le neveu de l'évêque précédent, évêque lui-même, commença à construire en 1495. On y travailla pendant plus d'un siècle. M. le chanoine Capri écrit : « Jérôme del Pizzo, en 1604, fit reconstruire l'église sur de nouvelles bases et en 1619 fit bâtir le beau clocher qui domine la ville et dont on aperçoit la silhouette depuis le phare d'Alistru. » Il est probable que l'expression a dépassé sa pensée et que leur construction a duré plus d'un an, car le vaisseau de l'édifice mesure 44 m. 75 de longueur, 23 m. 35 de largeur et 17 m. 20 de hauteur. Consacrée à l'Assomption, elle appartient par son architecture à cette époque de la Renaissance dont le caractère principal est le pilastre corinthien. Elle est divisée en trois nefs avec deux chapelles collatérales, un maître-autel en marbre et de fort belles stalles en bois sculpté dans le chœur. Le lecteur sera tout surpris d'apprendre les richesses intérieures d'une église qui a été éclipsée en popularité, à tort d'ailleurs, par l'église Saint-Jean, qui lui est subordonnée par la naissance et par le rôle et qui mérite d'être mieux connue. L'auteur en décrit le trésor, les orgues, les autels, les plaques commémoratives, etc. Il en rappelle les évêques, les vicaires généraux, les archiprêtres, il donne la liste des monuments qui en dépendaient : le palais épiscopal, aujourd'hui occupé par le génie ; le chapitre avec douze chanoines ; le séminaire devenu la caserne Casabianca ; un couvent de Chartreux ; le monastère des Clarisses, transformé en maison d'arrêt ; les Turquines, religieuses qui portaient un manteau bleu ; enfin les Trovatelli ou hospice d'enfants trouvés. Il signale les événements historiques dont elle fut le théâtre, comme la fête solennelle par laquelle l'évêque du Verclos célébra l'union définitive de la Corse et de la France le 27 décembre 1789 et la manifestation populaire dirigée par Fiore Oliva, surnommée la Colonella, contre l'évêque constitutionnel. Mais en 1801 l'évêché fut transféré à Ajaccio et Sainte-Marie perdit son titre de Cathédrale, qu'elle aurait mérité de conserver. Bref, cette monographie sans prétention, mais très utile mérite que M. l'archiprêtre Capri soit félicité de son initiative et de son effort. A d'autres de faire mieux.

Qu'avez-vous fait de notre amour ? — Nos lecteurs ne regretteront pas de lire le nouveau roman que Léon Darthey vient d'écrire avec ce titre.

Il s'agit d'une histoire de vendetta. On s'attend à quelque meurtre savamment préparé et perpétré, suivant une habitude chère aux continentaux, mais comme le nom de l'auteur cache une personnalité corse, on sera heureusement surpris de constater pour une fois que certaines vengeances n'ont pas besoin de recourir au poignard ou au revolver pour être réelles. La Corse même a évolué. Disons aussi que grâce à un héros corse, que l'auteur a paré de toutes les vertus et même de toutes les qualités (comment pourrions-nous y contredire ?), la vengeance de l'offensé ne se termine pas forcément par des larmes et que l'histoire écrite dans un style agréable, et avec un art incontestable du récit, renferme de jolis tableaux sur la Corse. Le roman sera donc lu avec intérêt, c'est pourquoi nous le signalons ici (5).

Revue de la Presse

L'éternel courtisan de la Corse. — L'importante revue anglaise *The Sphere*, qui est magnifiquement illustrée, a publié, sous ce titre, dans son numéro de mars 1938, une lumineuse carte de la Corse avec un long article sur les relations de la Corse contemporaine avec l'empire italien. En voici quelques extraits traduits de l'anglais : « Les Corses sont couramment l'objet d'une emprise totale de la propagande italienne dont l'acuité, l'impudence et l'insistance n'ont pas de bornes. Les fascistes, perpétuellement à la tâche, pourraient-ils même aller plus loin sur un territoire qui n'est pas à eux... Que le Duce ait longtemps eu la Corse dans son livre irrédentiste, nous le savons. Les Corses peuvent jurer qu'ils n'ont jamais été de race italienne, comme le font les Maltais... Dommage que les dernières pensées de Bonaparte aient été pour le peuple français « que j'ai tant aimé ! » Dommage que son ultime désir ait été de pouvoir reposer sur les rives de la Seine ! Dommage que les Bonaparte aient été Corses cent pour cent ! M. Mussolini n'eût pas un instant hésité alors à réclamer Napoléon pour l'Italie et, avec l'Empereur, l'île d'où il était sorti, bien que cette île ait été enjambée, tout au long des siècles, par une douzaine de conquérants, en plus des Romains, des Pisans et des Génois... »

« Les Corses eurent les Romains pendant plusieurs centaines d'années, mais jamais ils ne leur ont permis de les assimiler. Ils eurent la République génoise deux fois aussi longtemps et, actuellement, les Corses parlent de cette occupation comme on peut s'attendre à ce que les Sinn Feiners parlent de Cromwell. Ce sont là des faits historiques. Les Français y sont installés maintenant depuis 170 ans. Mais il est tout à fait

(5) Editions Tallandier, rue Dareau, Paris XIV^e, 255 pages, in-12.

évident et admis que la péninsule italienne, distante de moins de cinquante milles de la Corse, l'a tout le temps imprégnée, plus que la France... Cependant si l'on devait s'en tenir à la vérité, ce serait que le Corse est un type original et individualiste, qui préférerait vivre sans les Français ou sans les Italiens, mais qui, s'il avait à choisir, opterait pour les premiers.

« Ostensiblement le chapitre actuel de la pénétration fasciste a été commencé par maître Campinchi, député corse, qui, en octobre dernier, étant ministre de la marine, visita Toulon et là se sentit contraint de dire quelques mots concernant la volonté de la France à protéger ses droits en Méditerranée. Il dit ceci à bord du paquebot « Général-Bonaparte », dont l'équipage corse fit l'éloge unanime du discours qui fut prononcé. Ce langage fut comme du lait si on le compare avec « la levée de millions de baïonnettes vers le ciel... »

« Le leit motiv des Fascistes est que les Français ayant à leur tête le **renégat** Campinchi ont pour but de déchaîner la guerre contre l'Italie, en se servant de la Corse comme base et que l'île doit, en conséquence, inévitablement endurer la plus cruelle des destinées... Puisse, disent-ils, l'esprit de Paoli descendre une fois encore sur l'île martyrisée et celle-ci se rappeler que l'Italie fasciste est prête à venir au secours de ses frères corses !

« Avec une audace qui aurait pu être amusante dans d'autres circonstances, les Fascistes ont fait de Paoli le centre de leur propagande. Ils ont contribué à grossir une souscription destinée à élever un buste au patriote corse, buste qui fut inauguré en septembre dernier dans son village natal, Morosaglia. En mai, il en avait été de même à Livourne. Or les faits disent que Paoli fut l'ennemi des Génois et il était sur le point de les chasser de l'île quand la République génoise et la France des Bourbons signèrent le traité par lequel cette dernière avait toute liberté pour anéantir l'armée paysanne de Paoli. Celui-ci n'aima pas la France ; mais jamais il ne témoigna le plus léger désir d'avoir encore à subir la suzeraineté italienne et son adversaire le plus farouche fut Napoléon qui s'opposa à ce que ses cendres fussent ramenées en Corse par peur de raviver la flamme nationale.

« On trouve en Corse trois publications italiennes qui, systématiquement, et avec ruse, font de la propagande, deux hebdomadaires et une quotidienne. Deux sont imprimées sous les auspices officiels et ne peuvent être atteintes. La troisième, le « Telegrafo » est imprimée à Livourne, mais comme elle est interdite en Corse, on la fait circuler en contrebande, sous enveloppe. En somme l'île est submergée de journaux italiens qui sont offerts aux habitants à des prix absurdes ».

La Revue anglaise, qui informe convenablement son public, continue encore longuement sur ce ton et termine en énonçant deux faits importants : d'abord que M. Daladier s'est juré de défendre la Corse par tous les moyens, en y employant l'argent qu'il faudra ; ensuite que les Corses, pour qui les Français ont fait beaucoup, mettent leur liberté au-dessus de tout mais que comprenant l'impossibilité de l'obtenir tout à

fait, ils demandent à la France de défendre au moins leur indépendance.

Napoléon n'est pas mort d'un cancer. — Le *Mercur* de France, sous la signature du médecin-général Brice, rappelle l'émotion qui s'empara de la France et de l'Europe à la nouvelle de la mort de Napoléon, apprise presque en même temps que celle de sa maladie. Le public parla d'abord d'un assassinat perpétré par Hudson Lowe, puis d'un empoisonnement, et plusieurs libelles rapprochaient cette fin prématurée accompagnée de vomissements de celle de Caroline de Brunswick, reine d'Angleterre et épouse de Georges IV, survenue inopinément, après des symptômes identiques. Cependant le gouvernement anglais, profitant de l'hésitation et du désaccord des médecins de Sainte Hélène, lançait l'hypothèse du cancer héréditaire, dont se moquaient beaucoup de contemporains. Le docteur Brice rétablit les faits et défend la vérité : « La légende du cancer, dont serait mort le captif de Sainte Hélène, a pour point de départ une erreur d'interprétation... l'ignorance des médecins servit la cause du ministère britannique qui s'employa à propager le diagnostic qui l'innocentait. Comme les constatations superficielles de l'autopsie le rendaient plausible, l'Histoire l'accepta sans discussion. La découverte récente du médecin-colonel Abbatucci, de l'armée coloniale, a rétabli la vérité : la dysenterie amybienne était endémique à Sainte-Hélène. C'est à une complication de cette maladie, un abcès du foie ouvert dans l'estomac et le péritoine, qu'a succombé le prisonnier des Anglais.

Le dernier aumônier de l'Empereur. — L'abbé Bonavita, dernier aumônier de Napoléon à Sainte Hélène, se retira à l'île Maurice où il vécut pendant ses dernières années, y mourut et y fut enseveli. On trouvera quelques détails peu connus dans cet article du *Marseille Matin* du 24 avril.

L'île merveilleuse. — Tel est le titre d'une étude parue dans le *Peuple*. Comme ce journal s'adresse au peuple, il n'est pas surprenant que les renseignements sur notre île ne constituent qu'une simple vulgarisation. Mais il faut savoir gré à la direction de cette feuille d'avoir répandu parmi ses nombreux lecteurs quelques notions précises sur la Corse méconnue. Ne la chicanons pas en effet sur quelques inexactitudes telles que : l'île n'a pas de moyens de transport, ou encore : sa population active est de 98.917 habitants, ce qui range parmi les inutiles les 222.000 autres, etc. Tant de publications dites scientifiques nous ont habitués à des énormités pires ! L'île merveilleuse, écrit le rédacteur du *Peuple*, n'a point d'activité industrielle et ses ressources agricoles sont mal exploitées. Ses principales richesses viennent de la forêt et des arbres fruitiers. Suivent quelques détails sur l'agriculture, la pêche, les forêts, les ports et le tourisme. Nous aurions désiré que cet inventaire économique se terminât par une conclusion que voici : mais cette île ne se développera économiquement que le jour où l'Etat

lui aura donné l'assainissement et des facilités de transport. (*Peuple*, 27 avril).

La Corse et la France. — M. Casalta, conseiller général de Cervione, lors de la dernière session de l'Assemblée départementale, s'est élevé contre la campagne de presse, tendant à séparer la Corse de la France. « Il y a bientôt deux siècles, a-t-il dit, notre île s'est donnée à la France de cœur et (presque!) sans combattre ; elle s'est donnée à elle parce que son patrimoine intellectuel et moral se confond avec le patrimoine intellectuel et moral de la France, parce que la petite âme corse se confond avec la grande âme française, parce que la Corse, la Terre du Commun, a su la première se former un idéal de liberté et d'indépendance dont la France est devenue l'immortel champion.

Je vous prie donc, Messieurs, d'adopter le vœu suivant : Désireux de mettre un terme à l'irritante campagne qui tend à séparer la Corse de la mère-patrie, justement soucieux d'assurer la sécurité de l'île, le Conseil général proclame une fois de plus son indéfectible attachement à la France ». Comment l'Assemblée pouvait-elle s'y refuser ? Et n'est-il pas extraordinaire qu'en l'an de grâce 1938, la Corse en soit arrivée à sentir la nécessité d'une pareille déclaration ? Ne sommes-nous pas Français, comme nous respirons ? (*P. B.*, 5 mai).

Annulation du mariage de Napoléon. — On a longtemps diserté sur ce divorce religieux de l'Empereur avec Joséphine. Le chanoine Naz, professeur d'histoire du droit aux facultés catholiques, explique dans une conférence à Lille le 27 mars comment il fut possible et légal, puisque la cour de Vienne (Autriche) l'exigeait. Les motifs religieux invoqués pour l'annulation furent l'absence de curé lors de la célébration du mariage (en l'occurrence le curé des Tuileries) et le vice du consentement, car l'Empereur fut, moralement et matériellement, obligé de consentir au mariage religieux avec Joséphine, en 1804, s'il voulait obtenir le sacre par le Pape Pie VII. En tout cas l'annulation ne fut prononcée, en 1809, qu'après l'observation de toute la procédure légale. Ceux qui voudraient plus de détails sur cette question, les trouveraient dans **Bru-maire**, du 1^{er} mai.

Le 5 mai 1821. — Récit d'après les mémoires d'Antommarchi de l'agonie de Napoléon I^{er}. Le médecin en note tous les symptômes avec une froide et scientifique précision qui émeut, à la pensée surtout que cet homme de génie n'était qu'un homme et que devant la mort Napoléon n'était qu'une créature semblable à toutes les créatures. Comment ne pas penser en cette circonstance au « Nous mourrons tous » de Bossuet devant Louis XIV. (*M. M.*, 5 mai).

Pascal Paoli de 1789 à 1793. — Rallié à la France qui le reçut triomphalement en 1790, il devint le chef respecté des Corses et le représentant dans l'île de la Révolution, autant que de la République. Il fut nommé général de division et élu le chef

de la garde nationale de l'île. Il eut en somme des pouvoirs presque dictatoriaux et put ainsi soumettre le clergé et les autres aux pouvoirs établis. S'il découvrit des royalistes et des opposants, il les oblige à s'exiler, comme Gaffori, ou à se soumettre. Bref, il personnifie la suprématie du pouvoir républicain. (P. B. 17 mars).

Les Corses au service de Naples. — Nouvelle liste dans le P. B. du 24 mars : capitaine Ignace Saliceti, blessé dans l'attentat par machine infernale contre le palais de son oncle, le ministre de la police ; capitaines Savelli et Salvini ; lieutenant Salvatori ; capitaine Santolini et son frère, fonctionnaire judiciaire ; sergent Sarocelli, mort dans une rencontre avec une bande rebelle ; lieutenant Sébastiani ; lieutenant Seta, prisonnier sur les pontons anglais jusqu'en 1814 ; caporal Silvestri ; capitaine Stefanini, qui commanda ensuite la place de Gallipoli ; colonel Suzzoni, qui remplaça Caraffa, nommé général ; lieutenant Taddei, prisonnier sur les pontons anglais jusqu'à la paix ; commandant Venturini, curieuse figure de la Légion corse ; lieutenant Zerbi, tué en duel par son insulteur. Ainsi 13 Corses de la Légion étaient généraux et, sur 4.000 hommes des six régiments de cette formation militaire, 750 seulement restaient en 1814. (D'après les souvenirs historiques de la Légion corse au royaume de Naples).

La base aérienne d'Asprettu. — Depuis la guerre d'Espagne, la France a eu maintes fois l'occasion de s'inquiéter de la sécurité de ses communications avec l'Afrique du nord. L'Italie à Cagliari, à Pantellaria a créé de formidables bases aéronavales. Le ministre de la Marine, soucieux de protéger nos liaisons impériales, a poussé activement les travaux d'aménagement de la base d'aéronautique navale d'Asprettu qui, placée dans l'axe Berre-Bizerte, présente un intérêt stratégique de premier ordre. Protégée des vents d'ouest, au fond du golfe d'Ajaccio, la base d'Asprettu a été mise à l'abri de la houle par une jetée et d'importants travaux d'art. Elle comporte toutes les installations nécessaires à la vie d'une escadrille et à l'abri des appareils de passage. La nouvelle base a dû être définitivement armée en mai. La Corse est le premier bastion de notre empire. (Paris-Soir, 25 mai).

Le député Castelli. — Courte biographie de ce Calvais, né en 1746, qui avait fait ses études de droit à Pise, était entré dans la magistrature comme juge à Sartène, puis procureur du Roi à Vicu, juge à Corte et conseiller au Conseil supérieur de Bastia. Retiré à Calvi, au moment de la Révolution, il y connut Bonaparte qui s'était réfugié chez Giubega. En 1801, recommandé par le Premier Consul, Miot le nomma juge au Tribunal extraordinaire, puis à Ajaccio, fonction qu'il considéra comme une déchéance et il démissionna. En 1807, il devint président de la Cour d'appel d'Ajaccio, malgré les candidatures des protégés de la mère et de l'oncle de l'Empereur. Il s'y montra hostile à la dictature du général Morand, mais défendit contre le général anglais Montrésor la francisation de

la Corse en 1814 et mérita d'être mis à la retraite par le marquis de Rivière, nouveau gouverneur. La Restauration répara son erreur en désignant comme député cet honnête homme qui avait servi de nombreux régimes, mais (contrairement à Talleyrand) s'en était fait estimer et qui de 1815 à 1818 encouragea les préfets dans leur administration libérale de la Corse. Il mourut à Calvi, à 74 ans, le 20 novembre 1820. (**P. B.**, 12 mai).

Napoléon, courtier en livres. — Alors qu'il était modeste lieutenant d'artillerie, Bonaparte avait songé à compléter son petit traitement par les bénéfices de la vente des livres et en particulier d'une Histoire de la Révolution, édités par Boulanger et Cie. Mais il ne semble pas qu'il ait brillamment réussi dans ce métier à cause de sa brusquerie et de son orgueil vis-à-vis de ceux qui accueillaient mal ses offres. L'éditeur traita son courtier de « calamité » et l'officier eut tôt fait de renoncer à un emploi pour lequel il n'était pas fait. Le Louvre garde une partie de son matériel : prospectus, carnet de comptes, liste de souscriptions, etc... (**P. B.**, 14 mai).

La Corse à l'époque romaine. — Résumé clair de l'histoire de notre île au cours de l'occupation romaine jusqu'aux siècles des invasions barbares. L'histoire de Sainte Devote est plus longuement racontée grâce aux **Acta sanctorum** des Bollandistes. Conférence faite par M. Vinciguerra, professeur d'histoire et publiée par la **Gazette de la Corse**, du 25 avril au 16 mai).

Paul François Peraldi. — Biographie de cet Ajaccien, né en 1774 mort en 1826, et fils de Marius, l'adversaire de Bonaparte. Il fut élu député de la Corse en 1816, grâce au patronage officiel et il le fut à nouveau en 1824, mais pour peu de temps. Il avait eu un frère tué à Trafalgar et un autre, entré dans les ordres et devenu Monseigneur. Il laissa quatre enfants, un garçon et trois filles. (**P. B.**, 17 mai).

L'élection de Paoli, en 1838. — Le **P. B.** rappelle cet épisode curieux d'une élection législative de Pascal Paoli, trente ans après sa mort. Il montre que ce fut une manœuvre du candidat Limperani qui voulut retarder l'élection véritable et se donner le temps de préparer sa majorité. Comme son adversaire Casabianca, avocat, pensait sans doute de même, les deux partis acceptèrent de donner leurs suffrages par parts égales, soit quarante chacun, à un candidat peu dangereux, Pascal Paoli, qui fut élu par 80 voix. Bien entendu, l'élection fut invalidée et Limperani, bon tacticien, fut élu par 82 voix contre 15 au conseiller Arrighi. (18 mai).

Un inspirateur de Napoléon. — D'après un article récent, le général Weygand aurait cité l'**Essai de tactique générale** de Guibert, mort maréchal de camp sous l'Ancien régime, comme le manuel de chevet du plus grand général de l'histoire. Il semble que le rapport de ce Guibert sur l'expédition française en Corse de 1769, à laquelle il participa, ait été l'œuvre ini-

tiatrice de l'Essai de tactique, qui date de trois ans plus tard donc de 1772. Ainsi la Corse aurait inspiré Guibert, à qui l'on doit les principes de tactique militaire utilisés au XIX^e siècle par Napoléon lui-même qui, en critiquant vivement le combat de Pontenovu, aurait, paraît-il, dit : « Cette affaire ne pouvait qu'aboutir à un désastre ». (P. B., 21 mai).

Varèse. — L'Abbé Aurèle Marie François Varèse, de Bastia, était issu d'une famille reconnue noble par le Conseil supérieur et était petit parent des Bonaparte, avec lesquels il était lié d'amitié. Devenu grand-vicaire d'Autun il put ainsi recevoir souvent chez lui le jeune Napoléon, élève à Brienne. Il se rallia à la Révolution, échoua comme député en Corse, quitta l'île quand les Anglais y arrivèrent, mais fut réintégré comme fonctionnaire dans la marine par le général Bonaparte. Il épousa une Casaretti dont il eut deux enfants.

Quant au peintre Varèse, son neveu, il devint, après concours, professeur de dessin au collège de Bastia, puis à l'école Paoli de Corte où il sculpta la statue de Pascal Paoli qui fut jugée très ressemblante. Il peignit beaucoup de tableaux aujourd'hui perdus ou disparus et, en particulier, dit-on, celui de l'entrevue de Paoli avec Napoléon à Morosaglia. (P. B., 23 et 24 mai).

Les Ajacciens et Napoléon. — M. Yvia-Croce continue et achève dans la **Dépêche d'Ajaccio** la publication de son étude sur l'époque impériale. Il est question dans ces articles du successeur de Morand, le général Berthier, qui fut non moins détesté par les Corses. Sous son gouvernement, l'île connut la famine de 1811-1812, que Napoléon et sa famille essayèrent généreusement d'atténuer. Mais il s'agit surtout pour le rédacteur de montrer l'ingratitude des Ajacciens qui, dès le 5 avril 1814, abandonnaient Napoléon et nommaient une junte chargée de faire bon accueil aux Anglais qui croisaient au large. Quant à Berthier, bientôt lâché par tous, il se bornait à lancer une proclamation qui recommandait aux Corses « d'éviter la guerre civile et l'anarchie ». D'après ce document, on pourrait dire que tout était perdu pour le gouverneur, même l'honneur ! M. Yvia-Croce a raison de s'en indigner. Il a encore plus raison de caractériser « d'acte abominable de bassesse et d'impudence » le geste de la municipalité ajaccienne et d'une partie de la populace qui arrachèrent de son piédestal le buste impérial, le transportèrent sur le quai et après l'avoir couvert de crachats et de **panculate** le précipitèrent dans la mer. Fait incroyable en effet, suivi de quelques autres peu honorables, tels qu'une adresse à Pozzo di Borgo l'ennemi de Napoléon, le suppliant d'intercéder auprès de Louis XVIII pour qu'il n'enlevât pas à Ajaccio son titre de chef-lieu. Quant à l'adresse au Roi du maire Levie, elle était aussi plate que ridicule. Elle valait celle de Berthier, écrivant au général Dupont, ministre de la guerre, le capitulard de Baylen en 1809 : « La race des Bourbons a toujours été dans mon cœur ! » Il allait être remplacé comme gouverneur par l'espion et conspirateur, cheva-

lier de Bruslart, qui avait pour mission de remplacer les fonctionnaires et employés bonapartistes par des royalistes et de surveiller le souverain déchu enfermé à l'île d'Elbe. Peut-être M. Yvia-Croce a-t-il tort de laisser croire que toute la Corse s'associa aux palinodies ajacciennes, puisque lui-même reconnaît qu'à la nouvelle du retour de Napoléon à Paris, en mars 1815, un comité de personnalités s'empara à Bastia de la municipalité et confia le pouvoir au général Simon tandis qu'à Ajaccio, les paysans commandés par le major Tavera, que Napoléon avait lui-même désigné, organisaient un camp près de la ville, à Stilettu, et en venaient aux mains avec la garnison du général Bruny. Napoléon, magnanime comme d'habitude, feignant d'ignorer l'attitude honteuse de l'ex-maire Levie, le remettait à la tête de la municipalité et lui permettait de brûler ce qu'il avait adoré la veille ; ce personnage, en effet, « qui avait si vilainement rampé aux pieds de Louis XVIII », déclarait : « Vous avez été témoins, Messieurs, des émotions douces, profondes, universelles qui ont agité toutes les âmes lorsque l'étendard tricolore a été arboré et a remplacé la bannière abhorrée des Bourbons ». Une délégation était nommée pour porter « aux pieds du trône de Sa Majesté impériale les hommages de la fidélité inébranlable, du dévouement sans bornes de ses sujets de la ville d'Ajaccio ». Une délibération municipale s'engageait même à accueillir le délégué impérial, le général Arrighi, quand il arriverait, avec des transports d'enthousiasme. Waterloo les rendit superflus. La même municipalité put donc se féliciter, quelque temps après, « que les maux qui pesaient sur la France n'aient pas duré plus longtemps » tandis que les personnalités qui devaient tant à l'Empereur exprimaient « leurs sentiments de la manière la plus vile ». Néanmoins Murat, fuyant la France, put séjourner un mois à Ajaccio, y recruter des partisans et quitter librement cette ville pour Pizzo de Calabre, c'est-à-dire pour le poteau d'exécution. M. Yvia-Croce nous a ainsi montré, et son étude restera, que les plus grands hommes, même bienfaiteurs de leur patrie, n'y trouvent pas la popularité, de leur vivant ; les Ajacciens de nos jours ont raison de traduire bruyamment leurs sentiments d'affection pour un concitoyen, qui fut vilipendé par leurs ancêtres et qui les a illustrés. Ainsi effacent-ils un peu les mauvais souvenirs qui pèsent sur la ville impériale. (« **Dépêche** » du 14 mai au 10 juillet).

Le docteur Sisco. — Ce Bastiais, qui était devenu le premier chirurgien du pape Pie VI, dirigea avec Pie VII la clinique de chirurgie du grand hospice Saint-François à Rome. Il laissa sa bibliothèque à Bastia et, pour punir son frère de n'avoir pas affronté la traversée de Bastia à Rome et de n'être pas accouru à son lit de mort, il légua toute sa fortune à sa ville natale, à charge pour elle d'entretenir dans la capitale de l'Italie des jeunes Bastiais désireux de s'instruire dans les sciences médicales ou de se perfectionner dans les arts. Le premier bénéficiaire fut un Italien du nom de Selli, en 1832. En 1888, cette fortune s'élevait à 135.395 fr. — (P. B., 23 mai).

Barbaggi et ses descendants. — Ceux qui s'intéressent à la filiation de ce personnage, époux de Dionisia, nièce germaine de Pascal Paoli, à qui furent confiées par celui-ci les finances de la jeune République, trouveront tous les renseignements désirables dans l'article du **P. B.** du 31 mai. Son unique fille, Anna Porzia, épousa le comte Antoine Rivarola.

L'historien Arman. — Le préfet de la Corse, de Vignolle, originaire du Gard, emmena avec lui, comme haut fonctionnaire de la Préfecture, le sous-préfet du Vigan, Arman, qui avait évité un massacre des bonapartistes dans son arrondissement et qui devint sous-préfet de Corté et de Calvi. Il passa son temps, d'une façon intelligente, à étudier les particularités de l'île sur laquelle il nous a laissé des notes fort intéressantes. Ainsi la notice sur l'église Sainte Marie de Calvi, celle sur la cathédrale d'Ajaccio. Il avait épousé la fille du lieutenant-colonel Bonelli, donc la petite fille du bandit Zampaglino et il se fixa à Ajaccio jusqu'à sa mort survenue en 1856. — (**P. B.**, 1^{er} juin).

La vente des îles Sanguinaires. — Cette question, qui a fait récemment couler tant d'encre, a été examinée clairement par un collaborateur du **M. M.** qui, documents à l'appui, a prouvé que les Pontes n'étaient que propriétaires emphytéotiques, qu'ils avaient vendu leurs droits le 10 janvier 1935 et que l'Etat, déjà propriétaire de certaines parties de l'archipel, telles que le lazaret, le sémaphore, etc., a déclaré le reste site historique par arrêté du 6 février 1936. Il s'en suit que les îles sont sous sa sauvegarde et sa protection. Par conséquent l'affaire est entendue : les propriétaires, d'ailleurs français, ne peuvent ni construire ni modifier, sans en demander l'autorisation. (Loi du 2 mai 1930). — « **Marseille-Matin** » du 4 juin.

Masséna en Corse. — Masséna a-t-il servi en Corse au temps de l'occupation française, c'est-à-dire en 1769 ? La tradition dit oui, les faits disent non. Il aurait tenu garnison au couvent de la Mezzana (Sarrola-Carcopinu), lorsqu'il fut occupé par le comte de Narbonne et tandis qu'allait se dérouler le combat malheureux de Pontenovu. Cette tradition ne repose sur rien, et est en contradiction avec les dates puisque le vainqueur de Zurich, né en 1758, aurait eu pendant cette campagne de Corse, 10 ou 11 ans. Vint-il plus tard quand il s'engagea dans le Royal-Italien, en 1785 ? On n'en sait rien. Son camarade Bernadotte, né en 1764, passe aussi pour avoir été nommé caporal au pont d'Ucciani en 1785. — (**P. B.**, 15 juin).

Les armes de la Corse. — Cette question, qui a passionné et passionne beaucoup de compatriotes, a mérité un bon résumé de l'article de M. de Giafferi sur le blason de la Corse et la tête de Maure paru dans la « Revue de la Corse » de juillet-août 1928 (n° 52). On le trouvera dans le **Marseille-Matin** du 11 juin.

Indépendance économique de la Corse. — M. Francois Carabelli, dissertant sur cette question, émet l'avis que les conditions matérielles et morales de l'île sont intimement liées à la question cruciale de l'assainissement. Nous regrettons de ne pas avoir la même opinion. La question capitale est l'exportation facile et à bon marché des produits de l'île. Le jour où elle serait résolue par un abaissement général et important des tarifs de transport, la culture deviendrait rémunératrice, s'étendrait et l'assainissement déjà commencé serait achevé, accompagné du reboisement et du tourisme par surcroît. Quand le producteur vend bien, il s'efforce de produire. Si ses produits pourrissent sur place, il juge inutiles les efforts qu'on lui demande. Vérité de la Palisse qui n'a pas besoin d'être démontrée. — (M. M. du 17 juin).

De Vatimesnil. — C'est le nom d'un jurisconsulte, qui fut élu député de la Corse en 1827 en remplacement de Peraldi, décédé, grâce à la pression officielle du préfet Lantivy qui voulait écarter un neveu de Pozzo di Borgo. Mais son protégé, malgré la faveur ministérielle, ne siégea pas. Il n'avait pas l'âge légal : 40 ans. Il fut remplacé par le général Tiburce Sébastiani. Vatimesnil devait être député sur le continent et ministre de l'Instruction publique. — (P. B. 20 et 21 juin).

Les phares de la Corse. — Ces gardiens de nos côtes, dont la navigation à vapeur ne saurait aujourd'hui se passer, ont été inaugurés il y a cent ans, après qu'une commission d'ingénieurs en eût déterminé les plus nécessaires. De 1836 à 1844 s'élevèrent les cinq premiers qui furent les phares des Sanguinaires, de Pertusatu près de Bonifacio, de la Revelata, de la Chiappa à Portuvecchio, et de la Giraglia. Reconnaissons que leur emplacement était particulièrement bien choisi. Depuis cette époque on n'a pas cessé d'en construire de nouveaux. — (P. B., 23 juin).

Monseigneur d'Angelis. — D'après un collaborateur du P. B., l'épithète exacte qui figure sur le tombeau de cet évêque est :

Mattheo de Angelis

Ex castro Nonzae

In Cyrno

Doctrina fide sanctimonia

De patria republica religione

Benemerenti

Ex Sagonensi propontifice

Aleriensi pontifice

Maximus frater Angelus Maria ex Fr. filius

P. P.

Mantini 3 non. sept. an. sol.

1761

Il serait donc né à Nonza, pas à Bastia (29 juin).

Où est né Luce de Casabianca. — Les uns disent Bastia 1762 ou 1763, alors occupée par les Génois, ce qui aurait été dangereux pour sa mère. D'autres disent Bastia 1755. Le dictionnaire

Larousse écrit : à Vescovatu en 1752 ; d'autres à Venzolasca et même à Corte. Bref, on n'en sait rien et seul un registre de paroisse, encore inexploré, pourrait nous renseigner. (**P. B.** 27 et 28 juin).

L'Académie de la Corse. — Le rédacteur du **P. B.** rappelle que la Corse forma une seule Académie en 1838, au temps du préfet Huart, qu'elle fut supprimée en 1849 et rétablie en 1850, pour disparaître définitivement en 1852. Cependant l'Inspecteur d'Académie conserva les fonctions rectorales et put même un moment communiquer directement avec le ministre. Mais le recteur d'Aix se plaignit et la Corse fut placée sous son autorité, de sorte que son inspecteur dut se contenter du modeste titre honorifique de vice-recteur, qui sert souvent de miroir aux alouettes (30 juin).

De Boucheporn. — C'est le fameux intendant du Roi en Corse, depuis 1775 jusqu'en 1785, qui fut le collaborateur le plus important du gouverneur Marbeuf car il avait tous les pouvoirs administratifs. Homme instruit, académicien de Metz, dont il était originaire, il avait eu une brillante carrière dans la magistrature et l'administration, avant de venir en Corse. Il s'y distingua par son impartialité et son esprit de justice et se fit finalement accepter par tous. Il protégea les Bonaparte et encouragea la renaissance économique de la Corse. Il quitta Bastia pour le Parlement de Paris en 1786 ; retiré ensuite à Toulouse, il y fut arrêté et exécuté par la Terreur en 1794. Il avait 53 ans. — (**P. B.**, 29 juin).

Le Corse n'est pas paresseux. — M. Louis Pasqualini a publié dans le **P. B.** un long article pour démontrer que le Corse est aussi laborieux que n'importe quel continental. Il en donne de nombreuses preuves. Pouvons-nous dire que notre confrère enfonce une porte ouverte, ouverte du moins pour ceux qui savent ou qui veulent voir. Cette légende du Corse paresseux est un vieux racontar datant du XVIII^e siècle, c'est-à-dire de l'époque où les Corses dédaignaient un travail agricole dont les fruits étaient périodiquement anéantis par la guerre. Mais, avec l'avènement de la paix française, l'insulaire sait que le travail peut l'enrichir et il le pratique sous toutes ses formes. Que le gouvernement lui donne les moyens de transporter facilement et de vendre à bon marché ses produits et il ne reculera devant aucun effort.

L'insularité de la Corse. — La Corse me paraît victime d'une sorte d'amphibisme à rebours qui ne lui permet pas de respirer dans l'eau où elle se trouve géographiquement ni hors de l'eau où elle se trouve administrativement. M. de Susini l'a très bien défini dans un discours prononcé au banquet qui clôtura le congrès de la Fédération méridionale des groupements commerciaux à Ajaccio : « Le malheur de la Corse est d'être prise d'une façon trop rigide et sans discernement dans l'étau de la formule départementale. Tant que cette île ne

sera pas l'objet d'un statut spécialement créé pour elle (tout en conservant sa dénomination de département) son essor économique et sa vie sociale même resteront toujours plus ou moins en enfance. Le remède ? Sans aller jusqu'à réclamer quelque chose qui ressemblerait, même de très loin, à une sorte d'autonomie administrative, il conviendrait que la Corse fût l'objet d'une organisation permettant une certaine aisance de mouvement à la machine administrative et justifiée par son éloignement relatif de la métropole. Il suffirait, pour cela, d'une seule chose : la classer, dans la hiérarchie préfectorale, parmi les départements hors-classe, avec pouvoirs exceptionnellement étendus conférés au titulaire du poste. Autrement dit, à la place de préfets en début de carrière, qui n'acceptent de venir en Corse que pour pouvoir passer du grade de sous-préfet de première à celui de préfet de troisième et qu'impatiente continuellement le souci d'en déguerpir au plus tôt, par légitime souci d'avancement, ne nous envoyer que des préfets de première classe, soigneusement choisis parmi les meilleurs sujets de l'administration et qui, promus à cette « hors-classe » exceptionnelle, s'engageraient à passer en Corse les dix dernières années de leur brillante carrière. Nous jouirions alors d'une stabilité de dix années, pour chaque titulaire, dans la représentation du pouvoir central, représentation assurée, dès lors, par des administrateurs éprouvés, expérimentés, largement pourvus, au surplus, d'avantages matériels importants et spéciaux comme leur fonction, libérés du souci de tout avancement parce que étant en fin de carrière et, de ce fait, soustraits autant à la protection qu'à la menace des parlementaires, comme à l'influence immédiate et nocive des politiciens locaux. » — (« **Dépêche Corse** » du 10 juillet 1938).

NOUVELLES

en quelques lignes

Les incendies. — Notre préfet vient de donner quelques conseils aux maires pour prévenir les incendies qui chaque année ravagent la Corse. Il recommande surtout d'éviter l'alumage des feux dans les parages des forêts et il rappelle, pour servir d'exemple, les dégâts de l'année écoulée.

« Malgré les précautions prises, un grand nombre d'incendies se sont déclarés au cours de quelques mois : 83 des plus importants ont fait l'objet de procès-verbaux de gendarmerie qui comprennent, outre les renseignements puisés auprès des habitants des localités, un plan des lieux. Pendant des jours et des nuits, la gendarmerie, la garde mobile et la troupe ont apporté aux populations leur précieux concours. Voici des exemples :

« Aux environs immédiats d'Ajaccio, l'incendie a menacé un instant jusqu'à l'usine à gaz de la ville..., à Porto-Vecchio, si le maire n'avait pas réquisitionné des voitures pour transporter les habitants, un dépôt de liège de plusieurs centaines de quintaux, situé près de la mer, aurait été la proie des flammes... Dans la région de Bastia, le feu a détruit les bois de Brando et a menacé très sérieusement les villages de Brando et de Lavasina : la troupe avait été réquisitionnée sur la demande du maire pour protéger les habitants. Dans la Casinca, dans la région de Furiani, de nombreux vergers et oliveraies ont été dévastés. Mais c'est la région de la Balagne qui fut la plus atteinte par le fléau. Dans la journée du 15 août, les régions de Lumio, d'Algajola, de Lavatoggio, d'Aregno, de Moncale, la vallée du Mausoléo ont été dévastées. Le village d'Algajola a failli être détruit et a dû être évacué. Le 16, la plaine de Calvi était à son tour la proie des flammes. Plusieurs centaines d'hectares s'embrasaient simultanément : le feu se propageait près de Lavatoggio et s'étendait dans les riches vallées de Catteri et d'Aregno. De nouveaux foyers se révélaient à Avapessa, Feliceto, Nessa, Speloncato et les environs d'Ile-Rousse. Dans la nuit du 16 au 17, dans la vallée du Regino, dans le canton de Belgodère, d'immenses incendies se déclaraient.

« Les dégâts furent considérables. Plus de 10.000 oliviers, 3.000 amandiers, plusieurs vignes ont été détruits par l'incendie : de nombreux propriétaires furent complètement ruinés ». Avis donc pour les mois prochains !

Le paludisme. — Le directeur du service antipaludique, le docteur Coulon, a publié son rapport sur l'état de l'endémie palustre en 1937. Il reconnaît que la lutte contre cette grave affection ne peut pas être menée avec toute l'activité désirable, faute de crédits et que les deux moyens les plus recommandables sont : l'essaimage du petit poisson, le gambusia, qui est le plus redoutable ennemi des larves de moustiques et le dépistage des impaludés qui doivent être acheminés vers le dispensaire. Quant aux travaux de dessèchement des marais, ils ne sont pas eux-mêmes très efficaces. Après six ans d'efforts (1931-1937), on peut formuler ces conclusions : en 1931, on a dépisté 366 porteurs de germes, dans les régions où le service a fonctionné ; en 1932, on en a découvert 373 ; en 1933, le nombre est monté à 411 ; en 1934 le chiffre fait un bond et atteint 611 ; en 1935, généralisation de l'emploi de la rhodopréquine et le nombre tombe à 298 ; en 1937, le nombre des malades n'a été que des trois cinquièmes de celui de 1936. En tout cas, on peut dire que la Corse est un pays fortement impaludé et que l'on a pu faire reculer la maladie en associant vigoureusement la lutte antilarvaire et la stérilisation des malades. Il faut continuer car l'afflux continuels de coloniaux malades et de touristes qui campent sur les plages constituent un danger constant de propagation.

Le carburant forestier. — Un vœu de M. Landry, proposé au

Conseil général, a une importance qui n'échappera pas aux initiés. Il demande « que les pouvoirs publics redoublent leurs efforts en vue de développer, par tous les moyens appropriés, l'emploi du moteur à gazogène utilisant le carburant forestier. La traction mécanique y gagnerait et, en cas de guerre ou d'interruption des relations maritimes, ne dépendrait plus du continent ». D'après une lettre récente, il semble que le ministère intéressé soit décidé à apporter son concours à la solution attendue et désirée. Mais, de grâce, que la réalisation de ce progrès n'ait pas pour conséquence le déboisement de notre île. Il suffit pour cela des incendies annuels.

L'Automobile et le rail. — Le Conseil général s'est occupé récemment de cette question irritante. Concilier les intérêts particuliers et l'intérêt général, rude tâche que des hommes politiques accompliront difficilement. Nous dirons comme M. Polart, directeur de la Compagnie des chemins de fer départementaux, que les services automobiles doivent être les affluents de ce cours d'eau essentiel qu'est le chemin de fer et qu'au lieu de se concurrencer ils doivent s'unir. Nous ajouterons à cela que loin de supprimer des services de transport sur route, il faudrait en créer, car aucun département n'en a plus besoin que la Corse. Au préalable, une nécessité s'impose : organiser et améliorer notre système routier de sorte qu'aucune agglomération ne reste à l'écart du courant commercial de l'île. Une commission du Conseil général a proposé un plan de coordination entre le chemin de fer et tous les services automobiles. Le préfet l'a critiqué. Il fallait s'y attendre. Souhaitons que l'intérêt général l'ait emporté sur l'intérêt particulier. Attendons. L'avenir dira si dans cette question capitale nos mandataires auront trouvé la solution la plus avantageuse et la plus équitable. Presque tous les journaux de la Corse ont publié (début de mai 1938) les conclusions de l'Assemblée départementale. Il sera loisible à chacun de se faire une opinion.

Ports maritimes. — Voici, d'après des documents officiels, quelle est l'importance de leur activité : Ajaccio, qui a 618 mètres de quai, a reçu 553 navires qui ont apporté 69.877 tonnes de marchandises et 49.634 passagers à l'entrée et 10.354 tonnes avec 47.987 passagers à la sortie.

Bastia, avec 775 m. de quai, 625 navires avec 101.421 tonnes et 48.992 passagers à l'entrée, 33.160 tonnes et 47.823 passagers à la sortie.

Calvi, 202 m. de quai, 222 navires avec 4.263 tonnes et 13.695 passagers à l'entrée, 899 tonnes et 11.408 passagers à la sortie.

De Rousse avec 197 m. de quai a reçu 174 navires transportant 8.313 tonnes et 10.694 passagers à l'entrée, 2.057 tonnes et 9.984 passagers à la sortie.

Propriano a 100 mètres de quai et a reçu 282 navires avec 14.007 tonnes et 2.671 passagers à l'entrée, 8.149 tonnes et 4.203 passagers à la sortie.

Enfin Bonifacio avec 200 m. de quai a reçu 376 navires trans-

portant 3.764 tonnes et 1.779 passagers, à l'entrée, 529 tonnes et 1.465 passagers à la sortie.

Parmi les travaux projetés dans les ports et abris de la Corse, signalons la construction d'une jetée-abri pour bateau de pêche à la marine de Giottani (Cap Corse), l'aménagement d'un abri pour les pêcheurs dans la marine de Galeria, la construction d'un débarcadère à Campomoru, le prolongement de la jetée de Calvi sur trente mètres et la construction d'un quai de 110 mètres à Proprianu.

Services maritimes Corse-Algérie. — En attendant un service régulier et permanent, cette année encore la Compagnie transatlantique mettra en service, entre la Corse et l'Algérie, deux paquebots : le « Lamoricière », en juillet, et le « Général-Gueydon » en septembre. Celui-ci partira d'Ajaccio le 5 septembre pour être à Alger le 6, le lundi 19 pour être à Philippeville et à Bône le 20, le 26 pour être à Alger le 27. Le même paquebot partira d'Ajaccio les 2, 23, 29 septembre pour arriver les 3, 23 et 30 à Tunis.

Réforme postale. — On demande l'assimilation de la Corse avec le continent pour les taxes postales imposées aux lettres qui sont acheminées par avion. Actuellement une lettre de 20 grammes paye une surtaxe postale de 0,35 si elle est transportée par la voie aérienne. La Corse est donc le seul département à « bénéficier » de ce privilège. De Strasbourg à Brest et de Dunkerque à Perpignan, toute lettre ne paye que 65 cent.

Pourquoi la Corse est-elle traitée comme une colonie ? Que la Tunisie paye une surtaxe de 1 franc et Saïgon une surtaxe de trois francs, cela peut encore se comprendre, mais notre île est-elle oui ou non un département ? Doit-elle supporter à la fois les inconvénients du département et ceux de la colonie ? Il faudrait choisir. Une porte, a écrit un écrivain sensé, ne peut à la fois être ouverte ou fermée !

Balance commerciale. — En 1937, la Corse a exporté vers la France, en francs : 27.200.000 francs de fromages, plus de 7 millions d'artichauts, presque autant d'extraits tannants, 2.200.000 fr. de laine, 1.910.000 de fruits de table, 1.800.000 de bois, 1.600.000 fr. de châtaignes, 1.243.000 d'huile d'olive. Vient ensuite les peaux, chevaux, moutons, chèvres et langoustes. Tous ces produits indiquent une augmentation sur 1936. Vers l'étranger et les colonies, les exportations ont en outre compris du liège pour 2.300.000 fr. et des cédrats pour 681.000 francs, ce qui tendrait à prouver que notre agriculture lutte de son mieux.

En revanche, nous avons acheté à l'étranger :

21.885.000 fr. de farine, 5.300.000 de vin, 4.400.000 de café, 4.800.000 de son, 3.700.000 de houille, 2.500.000 de bovins, 1 million de pâtes alimentaires, etc. Bref, il semble que les exportations aient augmenté en poids et en valeur, puisque, en 1937, nous avons expédié 43.000 tonnes de marchandises valant 105 millions de francs, tandis qu'en 1936 ces deux chiffres

respectifs n'étaient que de 20.483 t. et 68.371.000 fr. Mais la balance commerciale reste profondément déficitaire : importations 196.000 tonnes valant 432 millions de francs, exportations 42.900 tonnes valant 105 millions ; le déficit a été de 327 millions de francs.

Or en 1930, le déficit avait été de 32.000 tonnes et 88 millions de francs ; en 1931, de 68.000 t. et 115 millions ; en 1932, de 142.000 t. et 174 millions de francs ; en 1933 de 121.000 t. et 180 millions ; en 1934, de 169.000 t. et 200 millions ; en 1935, de 170.000 tonnes et 167 millions ; en 1936 de 169.000 t. et 198 millions de francs. Loin de s'améliorer, notre balance commerciale devient de plus en plus mauvaise, malgré la légère amélioration de l'exportation !

Aide aux communes. — D'un interview de M. Landry, membre de la Commission des finances de la Chambre, la Corse pourrait, grâce aux récents décrets-lois, recevoir 3.193.000 fr. en vertu de la loi de 1880, 2.770.000 pour le désenclavement, 200.000 fr. pour la réparation des chemins à circulation intense, soit au total : 6.185.000 fr. En outre notre département pourrait bénéficier des allocations suivantes : 6 francs par tête d'habitant, soit 1.937.000 fr., qui seraient distribués aux communes ; près de deux millions pris sur le crédit de 126 millions alloué aux communes en raison inverse de leur centime démographique ; 4 millions environ pris sur les 245 millions accordés aux départements d'après le même calcul ; un million et demi enfin prélevé sur le fond de subvention d'après la loi de 1871. Toutes ces subventions commenceraient à être accordées en 1938 mais ne seraient totalement versées qu'en 1939. Une pluie d'or s'abattrait ainsi sur la Corse, qui est le département le moins fortuné de France.

Taxe de séjour. — Les journaux ont signalé que la taxe de séjour perçue à Ajaccio sur les touristes de passage, taillables et corvéables, donne un moindre rendement. En 1930, il était de 26.294 francs, mais après une diminution progressive et régulière, il ne fut plus que de 12.913 fr. en 1936. Si en 1937, le total a atteint 16.869 fr., ce relèvement est insignifiant, si l'on tient compte de la dévaluation de la monnaie et du nombre des touristes qui s'est accru depuis deux ans. A quoi cela tient-il ? Sans doute au passage trop rapide dans cette ville des visiteurs qui obéissent au mot d'ordre lancé par le Touring-Club : boycottez les villes à taxe de séjour ; ensuite à la négligence des hôteliers, mués en percepteurs de droits fiscaux. A la « Revue de la Corse », nous nous en réjouissons. La taxe de séjour est une institution irréfléchie. Loin de pénaliser les visiteurs qui viennent vivifier le commerce local et enrichir les producteurs, il faudrait les remercier. Si la Chambre dite climatique a besoin de ressources, les pouvoirs publics devraient s'ingénier à découvrir une autre source de revenus que celle d'une amende infligée à nos admirateurs.

Découverte archéologique. — Toute la presse méridionale a annoncé la découverte dans le quartier Saint Jean d'Ajaccio



Sarcophage romain d'enfant trouvé à Tralavetu
Scène de chasse
(Le couvercle manque)

d'un sarcophage romain en marbre de 1 m. 85 de longueur, 0,55 de largeur et 0,55 de hauteur, sculpté devant seulement. Cette sculpture représente un patricien porteur de ses tablettes (le défunt sans doute) au milieu de ses esclaves (groupe de quatre à droite avec un enfant et groupe de quatre à gauche) ; les serviteurs offrent à leur maître les produits du terroir : fruits, lièvre, mouflon, mouton, génisse, oiseaux ; deux chiens accompagnent le groupe. Le fond est formé de feuilles d'acanthé et de laurier. Ce sarcophage était placé sur des débris de tombeaux en brique préromaine, dit-on, et recouvert par un talus de pierres et ossements. Les débris humains contenus dans le sarcophage avaient été malheureusement mélangés à d'autres ossements épars tout autour, parmi lesquels on a cru distinguer un crâne dolichocéphale. Il semble que ce sarcophage ait été découvert au moyen-âge, réparé et utilisé comme bière. Quoi qu'il en soit la trouvaille est intéressante et importante. Elle rappelle la découverte au sommet de la colline de Travaletu, sur le territoire de Bastelicaccia, près d'Ajaccio, du sarcophage d'enfant (déposé au musée) de 1,16 de longueur, de 0,41 et 0,38 de largeur, de 0,29 de hauteur (dimensions extérieures). Le bas-relief qui décore la paroi est appelé la Chasse d'Hippolyte. Nous en donnons ci-joint une reproduction. Quoi qu'il en soit de la découverte ci-dessus, il n'y a plus de doute que sur le golfe d'Ajaccio fut fondée, au temps de l'empire romain, une colonie romaine dont les vestiges commencent à être nombreux. S'appelait-elle Urcinium, comme le dit Ptolémée, ou autrement. Il reste à le découvrir.

En souvenir de la Consulta de 1755. — Félicitons le Conseil municipal de la commune de Casabianca et son adjoint M. Jean Casabianca, homme de lettres, d'avoir décidé d'apposer sur les murs du vénérable couvent de Saint-Antoine, situé sur le col qui réunit les cantons de Campile et de la Porta, une plaque commémorative de l'élection de Pascal Paoli à la présidence de la République corse le 14 juillet 1755. Voilà donc une assemblée élue qui s'intéresse à nos monuments historiques ! La plaque de marbre portera ces mots : « Qui, à l'età di 29 anni Pasquale de Paoli fu proclamato da a Consulta di a Casabianca u 15 luglio 1755 generale di u regnu di Corsica, fu capu e fundatore di a nostra santa libertà e meritò u titulu gloriosu di babbu di a patria. »

Propagande sur la Corse. — A la demande du syndicat d'initiative de Bastia, différentes stations de radiodiffusion ont répandu une causerie sur la Corse qui est un bon résumé du minimum de connaissances qu'un « pinzutu » doit avoir sur notre pays : « Pays de la lumière, des couleurs et des contrastes, la mer et la montagne ont fait de cette île un jardin aux mille aspects enchanteurs. Elle est un prolongement de la Côte d'Azur, mais elle est aussi les Alpes avec ses monts alpins, les cimes enneigées, l'Auvergne avec ses lacs aériens à plus de 2.000 mètres d'altitude, ses dômes et ses sources thermales, les Vosges avec ses magnifiques et vastes forêts

« de pins et de sapins. Elle est encore la Bretagne et la Normandie avec ses falaises, ses dolmens et ses menhirs, ses plaines verdoyantes de la côte orientale... »

Après une description géographique succincte de l'île et de ses particularités, la causerie se terminait par ces mots : « Si vous venez visiter la Corse, approchez-vous d'elle avec ferveur et gravité, Donnez-vous la peine de lire quelques pages de son histoire et vous comprendrez le caractère hautain et sévère de ses habitants, leur attachement à la famille et leurs sentiments élevés de l'honneur, de l'hospitalité et de l'amitié. »

Voilà de la bonne propagande. On ne devrait pas se lasser de la répéter car l'ignorance des continentaux relativement à la Corse est souvent pitoyable!

Les fêtes du 15 août à Ajaccio. — Ces mêmes continentaux ont eu une excellente occasion de se rendre en Corse à l'occasion des fêtes qu'organisa un comité parisien pour l'érection du monument de Napoléon sur la place dite du Casone. Le président du comité fut le général Mariaux, gouverneur des Invalides, assisté du général Emily, du général Poli-Marchetti, de M. Bouge, gouverneur des colonies, etc. Le programme de ces fêtes des 14 au 17 août comportait : un cortège historique des délégations des provinces, un défilé de fusiliers marins, précédés des cavaliers corses, la translation des reliques de Sainte-Hélène au pied de la statue qui aura été érigée, le dépôt de la terre d'Austerlitz par le maire de Brno, etc., etc. L'escadre de la Méditerranée donna par sa présence plus d'éclat à la cérémonie. Le prix du voyage, avec une excursion sur la corniche d'Ajaccio, un dîner face aux Sanguinaires, était de 1.350 fr. seulement de Paris en Corse aller et retour. Souhaitons que beaucoup de continentaux aient profité de cet événement pour mieux connaître et pour devenir les admirateurs du berceau napoléonien.

Le Directeur-Gérant,

A. AMBROSI.

Langres. — Imp. Moderne.

CHEZ VOUS

Jeunes gens, jeunes filles, adultes, il est facile de préparer
rapidement et par CORRESPONDANCE

Sous la direction de Professeurs spécialisés
ou de Professeurs agrégés des Lycées de Paris

- 1^o **les examens de l'enseignement primaire, primaire supérieur et secondaire**, (certificats, brevets élémentaire et supérieur, baccalauréats ancien et nouveau régime, école coloniale, écoles d'agriculture, etc.), préparation partielle ou complète.
- 2^o **toute situation commerciale, financière et industrielle** (aide-comptable, teneur de livres, caissier-comptable, correspondant en langue française ou étrangère, sténo-dactylographe, dessinateur-industriel, etc., etc.)
- 3^o **tous les concours administratifs** : (ministères, chemins de fer, Banques, Postes et Télégraphes, douanes, préfectures départementales, préfectures de police et de la Seine, inspection du travail, caisse des dépôts, contributions directes, Assistance publique, Trésoreries générales (France et colonies), Octroi de Paris, Société du Gaz, etc., etc.)
- 4^o **les carrières militaires suivantes** : de l'armée active (peloton des élèves officiers de réserve E.O.R., Ecoles de sous-officiers, Ecoles d'Officiers de Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, et de Gendarmerie, Adjudants d'administration du génie, agents et sous-agents militaires ;
de l'armée de réserve (attachés d'intendance, sous-lieutenants d'administration du service de l'intendance et du service de Santé). Devoirs corrigés par des militaires.

Détachez cette page de la Revue et **envoyez-la** sous enveloppe affranchie, avec votre nom et votre adresse, en soulignant l'indication de l'examen que vous désirez préparer

Aux Cours PIGIER, 53, Rue de Rivoli, Paris (1^{er})

vous recevrez aussitôt, sans engagement et sans frais,
le programme et tous renseignements.

En souscription



Campanile de Corbara

LA CORSE

Splendide ouvrage, format 17 × 24, sur beau papier, contenant 130 illustrations en héliogravure, dont la plupart en pleines pages.

TEXTE

par A. CHAGNY

ILLUSTRATIONS

de G.-L. ARLAUD

Prix de souscription 36 fr.
port en plus payable à parution du volume
probablement fin juin 1937.

Souscrivez de suite chez votre libraire
ou aux EDITIONS G.-L. ARLAUD
3, place Meissonier LYON

L'apéritif incomparable

Damiani

CAP CORSE

18°

Rouge ou Blanc



Horaires de la Compagnie des Chemins de fer

I. — AU DÉPART DE BASTIA

Train n° 9. — Départ 7 h. 45; Arrivée à Portu-Vecchiu, 11 h. 22.

Train n° 3. — Départ 7 h. 55; Arrivée à Ajaccio, 14 h. 20.

Train n° 21. — Départ 13 h. 00; Arrivée à Ajaccio, 18 h. 31.

Train n° 11. — Départ 15 h. 10; Arrivée à Portu-Vecchiu, 20 h. 17.

Train n° 7. — Départ 16 h. 30; Arrivée à Corte, 19 h. 31.

II. — AU DÉPART D'AJACCIO

Train n° 4. — Départ 7 h. 40; Arrivée à Bastia, 14 h. 22.

Train n° 22. — Départ 12 h. 55; Arrivée à Bastia, 18 h. 30.

Train n° 8. — Dép. 15 h. 50; Arr. à Corte, 19 h. 50.

III. — AU DÉPART DE CORTE

Train n° 1. — Départ 6 h. 27; Arrivée à Ajaccio, 10 h.

Train n° 2. — Départ 6 h. 05; Arrivée à Bastia, 8 h. 58.

IV. — AU DÉPART DE PORTU-VECCHIU

Train n° 10. — Départ à Ghiso; à Bastia, 8 h. 58.

Train n° 12. — Départ 13 h.; Arrivée à Bastia, 18 h.

Train n° 20. — Départ 7 h. 05; Arrivée à Bastia 11 h. 45.

V. — AU DÉPART DE PONTE-LECCIA

Train n° 13. — Départ 10 h. 20; Arrivée à Calvi, 13 h. 04.

Train n° 15. — Départ 14 h. 48; Arrivée à Calvi, 17 h. 33. (N'a pas lieu le dimanche).

Train n° 15 bis. — Départ 18 h. 30; Arrivée à Calvi, 21 h. 15. (N'a lieu que le dimanche).

Par autorail, départs de Bastia à 7 h. 30 et à 15 h. 05; arrivées à Ajaccio à 11 h. 25 (tous les jours) et à 18 h. 56 le samedi.

Départs d'Ajaccio à 7 h. 10 et à 15 h. 25; Arrivées à Bastia à 11 h. tous les jours; à 19 h. 15 le dimanche.

VI. — AU DÉPART DE CALVI

Train n° 14. — Départ 6 h. 35; Arrivée à Ponte-Leccia, 9 h. 25. (Correspondance avec le 56).

Train n° 16. — Départ 14 h. 10; Arrivée à Ponte-Leccia 17 heures. (Correspondance avec les 22 et 7)

Les Horaires d'Eté de la Compagnie Fraissinet

1^{er} Avril au 14 Octobre

CONTINENT-CORSE

Dimanche midi, Nice-Calvi (dimanche 18 h.);
Dimanche midi, Marseille-Bastia, commerc. (lundi 6 h. 15);
Lundi 17 h. 30, Marseille-Ajaccio, rapide (mardi 6 h. 15);
Mardi 12 h., Nice-Ile Rousse (mardi 19 h. 15);
Mercredi 12 h., Livourne-Bastia (mercredi 18 h.);
Mercredi 15 h. 15, Marseille-Bastia (jeudi 6 h.);
Jeudi 15 h., Marseille-Ajaccio (vendredi 6 h. 15);
Vendredi 10 h., Nice-Ajaccio (vendredi 19 h. 30);
Vendredi 12 h., Marseille-Toulon-Calvi (d. 5 h. 15);
Samedi 21 h., Nice-Bastia (dimanche 6 h.).

CORSE-CONTINENT

Dimanche 23 h., Ile Rousse-Nice (lundi 6 h. 15);
Lundi 16 h. 30, Bastia-Marseille (mardi 8 h.);
Mardi 11 h., Bastia-Livourne (mardi 17 h.);
Mardi 16 h. 30, Ajaccio-Marseille (mercredi 8 h. 15);
Mercredi 20 h., Ajaccio-Nice (jeudi 5 h. 30);
Mercredi 21 h., Calvi-Toulon (jeudi 6 h. 30);
Jeudi 16 h. 30, Bastia-Marseille, commerc. (vend. 9 h. 30);
Vendredi 21 h., Bastia-Nice (samedi 6 h.);
Samedi 19 h., Ajaccio-Marseille (dimanche 8 h.);

N.-B. — Les dates entre parenthèses indiquent les jours et heures d'arrivée.

POUR VOYAGER COMMODEMENT

Prenez un carnet de voyage circulaire à itinéraire facultatif ; vous l'établissez vous-même en faisant 500 kilomètres au minimum. Il peut comporter des solutions de continuité. Sa validité est de 30, 45 ou 60 jours suivant l'importance du parcours. Elle peut être prolongée de moitié moyennant un léger supplément. La réduction augmente avec la distance, elle peut atteindre 30 % en 1^{re} classe, 20 en 2^e et 3^e classe. Moitié prix pour les enfants de 3 à 7 ans.

POUR VOYAGER AGREABLEMENT

Prenez des billets aller et retour à prix réduits pour voyages combinés en chemin de fer et en autocar. Ils comportent une réduction de 30 % en toutes classes sur les trajets par fer, sans que vous ayez à remplir d'autre condition que celle d'effectuer un parcours minimum de 100 kilomètres en chemin de fer et de 100 en autocar. Leur validité de 33 jours peut être prolongée.

Pendant la période des vacances, vous pourrez obtenir des billets d'aller et retour comportant des réductions de 20 à 30 % selon la classe. Il vous suffit d'effectuer un parcours aller et retour d'au moins 600 kilomètres si vous allez dans une station balnéaire et 300 dans une station thermale et climatique. La validité des billets est de 30 jours, qu'on peut prolonger deux fois de 30 jours.

PLUS ON EST, MOINS ON PAIE

Un billet de famille d'aller et retour peut être obtenu, si on est trois au moins et si on effectue un parcours de 300 kilomètres aller-retour. Les deux premières personnes paient place entière, mais la troisième et les suivantes ne paient que quart de place. 4 personnes ne paient donc que 2 places et demie.

Plus le parcours est long et plus on est nombreux, moins on paie. La voiture automobile bénéficie de 75 % de réduction, 303 francs au lieu de 1175 francs pour 1000 kilomètres de parcours.

POUR LES VOYAGES EN CORSE

Des wagons-lits de 3^e classe circulent entre Paris et Nice. Ainsi, comme les voyageurs de 1^{re} classe, ceux de 3^e peuvent se déplacer en wagon-lit. Le supplément pour occuper une place de wagon-lit de 3^e classe est des plus réduits : 135 francs.